

Données sociales 2002

Sommaire

	Pages
<i>Avant-propos : La conjoncture économique.....</i>	4
Données sociales : Eléments de synthèse	5
✓ La situation de l'emploi au 31 décembre 2002	
Les données de base	7
L'analyse de la structure	8
✓ L'évolution de l'emploi	
Les flux d'effectifs en 2002	13
L'évolution des effectifs sur longue période	17
Quelques grandes tendances récentes par type d'activité dominante	21
✓ L'état des salaires réels	
Les salaires réels au 1er janvier 2003	29
Les salaires réels et les rémunérations minimales garanties	33
✓ La formation professionnelle continue	
L'évolution de la formation professionnelle	35
Le contenu et la réalisation de la formation	37
Annexes : Données chiffrées	38

Avant-propos :
La conjoncture économique

L'évolution de l'activité des établissements de crédit spécialisés

• La production de l'année

Les établissements de crédit spécialisés¹ ont consolidé en 2002 la croissance avec laquelle ils avaient renoué en 2001 après le tassement de l'activité constaté en 2000. Les nouveaux financements se sont élevés à **71,4 milliards €**, montant le plus élevé jamais atteint, en hausse de **+4,3%** par rapport à 2001, soit un rythme de progression de plus du double de celui de cette dernière année (+2%). Après avoir bénéficié d'une bonne orientation au premier semestre (+5,5% par rapport à la même période de 2001), la production n'a pu confirmer cette tendance au second (où la hausse était ramenée à +3,1%).

En indice **100 en 1992**, la production – en montant – s'inscrit à **144 dix ans plus tard**. Sur la même base de référence, l'indice est de 186 pour les financements destinés aux particuliers (équipement et logement) et de 103 pour ceux destinés aux entreprises et aux professionnels (équipement et immobilier d'entreprise). Il atteint 165 si l'on considère l'ensemble des financements d'équipement (particuliers et entreprises) et 106 pour les financements immobiliers (immobilier d'entreprise et logement). Dans le secteur des autres services financiers (affacturation et cautions), on note un très fort ralentissement de la croissance pour l'affacturation et, à l'inverse, une accentuation de la progression des engagements des sociétés de caution.

• Les opérations en cours en fin d'année

Le montant des opérations en cours s'établit à **199,1 milliards €** à fin décembre 2002, en hausse de **+2,7%** sur douze mois, soit la septième année consécutive de progression mais aussi l'une des plus faibles, confirmant ainsi le ralentissement déjà observé ces dernières années (+3,8% sur douze mois à fin décembre 2001, +6% fin 2000 après +7,2% fin 1999). Sur une base 100 en 1992, l'encours global des établissements spécialisés s'établit à 117 à fin 2002. Il se répartit comme suit, selon les trois grands pôles de financement de ces établissements :

- 98,1 milliards € pour les financements d'équipement, dont 42,3 milliards € pour l'équipement des entreprises et des professionnels et 55,8 milliards € pour les particuliers ;
- 85,7 milliards € pour les financements immobiliers, dont 40,7 milliards € pour l'immobilier d'entreprise et 45 milliards € pour le financement du logement ;
- 15,2 milliards € pour les opérations d'affacturation.

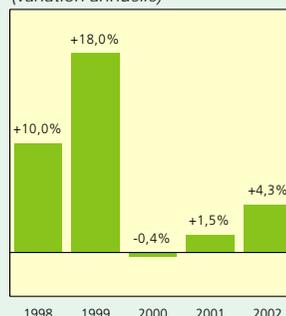
A ce montant global s'ajoutent les engagements hors-bilan des sociétés de caution pour 58,7 milliards €.

La **part des établissements de crédit spécialisés dans l'ensemble des crédits à l'économie destinés au secteur privé** (y compris les opérations de location simple) s'établit à fin 2002 à **18,3%**. Cette part est de 18,6% pour les crédits aux ménages, mais atteint **52,3% pour le crédit à la consommation** (crédits de trésorerie), et 25,7% pour les crédits d'investissement et de trésorerie aux entreprises et aux professionnels.

¹ Ensemble des adhérents de l'ASF (membres de droit, membres correspondants et affiliés).

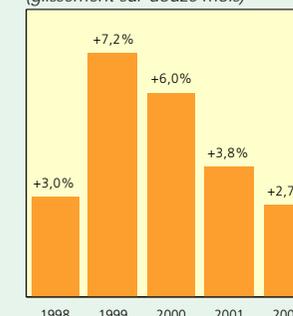
Les principaux domaines d'intervention des établissements spécialisés

Ensemble de l'activité* / Production (variation annuelle)



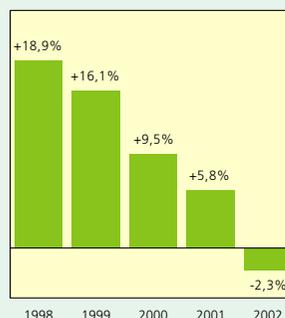
* Hors affacturation.

Ensemble de l'activité* / Opérations en cours (glissement sur douze mois)



Equipement / Production (variation annuelle)

Financement de l'équipement des particuliers (crédit à la consommation)

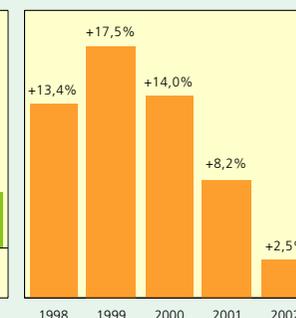


Financement de l'équipement des entreprises et des professionnels (location de matériels)

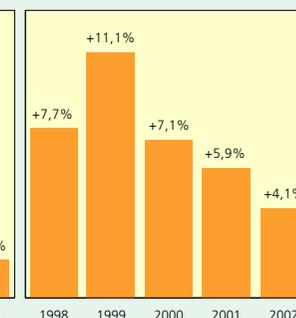


Equipement / Opérations en cours (glissement sur douze mois)

Financement de l'équipement des particuliers (crédit à la consommation)

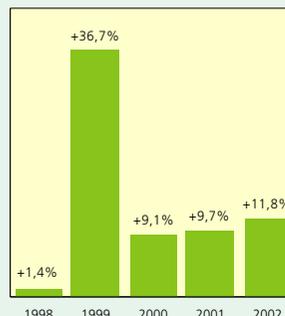


Financement de l'équipement des entreprises et des professionnels (location de matériels)



Immobilier / Production (variation annuelle)

Financement de l'immobilier d'entreprise (crédit-bail immobilier)

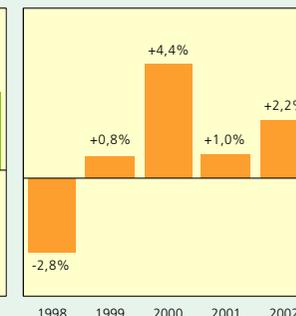


Financement du logement (crédits acquéreurs classiques et réseau CIF)



Immobilier / Opérations en cours (glissement sur douze mois)

Financement de l'immobilier d'entreprise (crédit-bail immobilier)



Financement du logement (crédits acquéreurs classiques et réseau CIF)



Emploi, salaires réels et formation professionnelle dans les Sociétés Financières : éléments de synthèse

La situation de l'emploi au 31.12.2002

- ✓ 447 entreprises¹
- ✓ 24 100 salariés
- ✓ 20% en nombre des sociétés regroupent environ 80% de l'effectif total
- ✓ 41% de salariés cadres
- ✓ 62% de salariées femmes
- ✓ 4 cadres sur 10 sont des femmes
- ✓ 28% des femmes sont cadres
- ✓ Age moyen : 37 ans
- ✓ Ancienneté moyenne : 10 ans
- ✓ 4,8% des salariés sont titulaires d'un CDD

Les salaires réels

- ✓ Au 1er janvier 2003, 1 salarié sur 2 de la profession percevait un salaire annuel brut (hors prime d'ancienneté) supérieur à 26 736 €
- ✓ A cette même date, les salaires réels moyens étaient supérieurs de 54% aux rémunérations minimales garanties conventionnelles
- ✓ Cet écart est ramené à 13% si l'on considère les salaires réels moyens des 10% des salariés les moins rémunérés

¹ Membres de droit et membres affiliés, non compris les membres correspondants de l'Association.

L'évolution de l'emploi en 2002

- ✓ Progression des effectifs pour la 8^{ème} année consécutive
- ✓ Hausse de +3,1% tous contrats confondus
- ✓ +4,2% pour les seuls CDI
- ✓ Nette progression pour les sociétés de plus de 50 salariés, faible contraction pour les autres
- ✓ Evolution diversifiée selon le type d'activités
- ✓ Taux de rotation : 25,8% tous contrats confondus et 12,8% pour les seuls CDI
- ✓ Recul de la part des CDD : de 6% à fin 2001 à 4,8% fin 2002
- ✓ 5,5% de licenciements pour motifs économiques parmi les causes de fin de CDI
- ✓ 21% des CDD ont été transformés en CDI au cours de 2002
- ✓ 1,4% des salariés non-cadres ont été promus cadres au cours de 2002

La formation professionnelle continue

- ✓ Dépenses de formation 2002 : 3,90% de la masse salariale
- ✓ Troisième année de léger repli (-0,23 point, après -0,2 et -0,5 point les deux années antérieures)
- ✓ 71% des salariés ont suivi au moins un stage de formation au cours de l'année (64% dix ans auparavant)

L'évolution de l'emploi sur longue période

- ✓ Progression de +49% de l'effectif de la profession au cours des 20 dernières années
- ✓ Sur cette même période, le taux annuel moyen de croissance s'établit à +2,1%
- ✓ Indice 226 en 2002 pour l'effectif cadres sur une base 100 en 1982
- ✓ Indice 123 en 2002 pour l'effectif non-cadres sur la même base
- ✓ La part des cadres dans l'effectif total est passée de 26% à 41% entre 1982 et 2002
- ✓ Chez les non-cadres, la part du personnel d'exécution (jusqu'au coefficient 180 compris) a été ramenée de 24% à 3% de l'effectif total au cours de la même période
- ✓ Accroissement particulièrement marqué de la qualification pour le personnel féminin : la part des femmes chez les cadres a doublé en 20 ans (de 20% en 1982 à 41% en 2002), la proportion de cadres chez les femmes a été multipliée par 3,5 au cours de cette même période (de 8% à 28%).



1 - La situation de l'emploi

La situation de l'emploi au 31 décembre 2002 : les données de base

(par coefficients hiérarchiques, sexes, tranches d'âge et d'ancienneté, exprimées sur la base de 10 000 salariés *)

Age Ancienneté (nombre d'années)	HOMMES												FEMMES																	
	< 25 ans moins de 3 à 10		de 25 à 40 ans moins de 3 à 10			de 41 à 55 ans moins de 3 à 10			plus de 55 ans moins de 3 à 10			< 25 ans moins de 3 à 10		de 25 à 40 ans moins de 3 à 10			de 41 à 55 ans moins de 3 à 10			plus de 55 ans moins de 3 à 10										
Non- cadres	C 150	6		4	2		1		2	1	3			9	1	14	6		2	2	3	8			1	2	1			
	C 165	1	1	3	4	1	2							3	3	5	16	2	1	3		1								
	C 180	10	1	16	3	1			2	2	3			52	4	50	24	7	3	2	3	7	17			1		2		
	C 195	41	3	104	27	5			2	2	2	7			109	9	230	115	23	6	12	13	11	47				6		
	C 210	12	3	41	35	7	1		1	4	4	10			36	10	93	121	27	11	4	15	11	47		1		6		
	C 225	9	3	31	114	22	5		3	3	12	8		1	21	10	80	339	89	23	3	30	34	86		1	4	10		
	C 240	17	5	52	59	17	3		6	1	8	15	1		49	13	84	191	102	16	4	12	27	85		1	2	8		
	C 255	6	5	23	82	16	4		1	3	3	17			9	3	45	214	111	36	5	19	35	124		2	3	12		
	C 275	3	1	19	30	7	1		1	6	6	13			6	1	38	85	30	19	4	8	9	65				6		
	C 295	2		25	44	16	3		1	4	4	19		1	10	6	32	98	58	30	3	15	26	134			3	10		
	C 310	6	1	27	49	13	3			6	10	23		1	10	2	47	74	47	20	2	9	16	109		1	1	6		
	C 325	1		3	9	7	1			2	4	14					3	12	12	8		3	6	42			1	3		
	C 340		1	9	32	10	1		1	3	2	13		1			5	30	31	12	3	3	14	53	1		1	7		
C ad res	C 300	8		63				1						10		45			1											
	C 360	6	3	85	110	21	2		6	7	3	11		1		3	1	61	127	38	10	3	9	15	30			1		
	C 400	10	3	149	232	48	8		15	30	31	73	1	1	1	10		3	2	69	195	82	26	9	28	37	99	1	1	5
	C 450			61	130	23	4		11	33	23	30	1	1	1	2		34	94	37	10	6	13	13	42			1	3	
	C 550			27	102	41	7		10	52	58	111		2	5	23		15	52	52	17	5	16	27	74			1	14	
	C 625			13	27	15	1		7	18	18	14		1	1	1		8	28	15	3	1	10	8	13		1		3	
	C 700			18	47	24	4		14	29	43	60	1		4	13		9	19	19	3	3	8	10	22		1	1	2	
	C 850			9	15	14	1		6	25	19	46	1	1	3	13		3	6	6	1	2	7	6	12		1	1	2	
	C 900			10	16	10	1		13	36	22	63		6	7	24			5	1	2	3	6	3	10				3	
ΣAncienneté	138	30	792	1169	318	53		99	268	275	553	5	15	26	105	330	65	970	1851	789	256	78	232	318	1120	1	12	22	110	
ΣAge		168				2332					1195				151		395								1748				145	
ΣSexe							3846															6154								
Total : 10 000																														

* Données établies sur la base d'un échantillon de 63 établissements regroupant 60% de l'effectif total de la profession. Voir aussi annexes 1 à 4, pages 39 à 41.

L'analyse de la structure

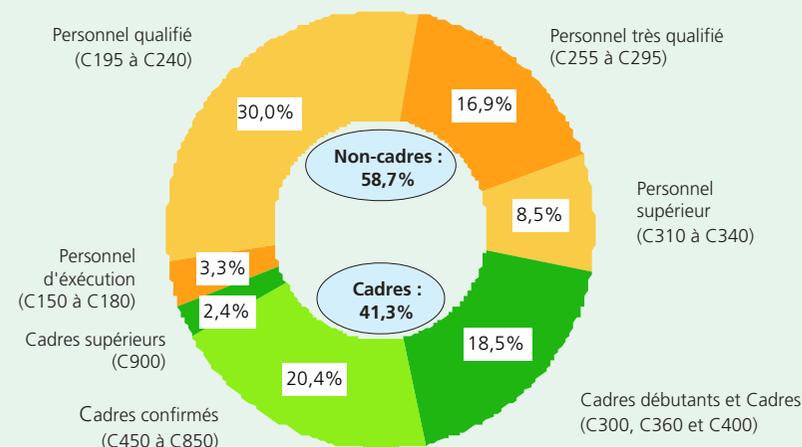
Structure du personnel par coefficients et catégories hiérarchiques de la convention collective

Haut niveau de qualification des salariés de la profession : **41%** ont le statut de **cadre**, et 94% des salariés non-cadres sont situés dans les catégories de personnel qualifié, très qualifié ou supérieur (coefficients hiérarchiques 195 à 340 de la convention collective).

Les plus fortes concentrations de salariés se situent, pour les non-cadres, avec **38% de l'effectif total** (et 64% de l'effectif total des non-cadres), dans la zone des coefficients 195 à 255 correspondant au "**personnel qualifié**", et, pour les cadres, dans celle des coefficients 400 à 550 avec 25% de l'effectif (et 59% de l'effectif total des cadres).

Deux coefficients hiérarchiques regroupent la part relative la plus élevée du personnel : en premier lieu le coefficient 400 (position "cadre") avec 11,7% de l'effectif total de la profession - et 28% de l'effectif des seuls cadres -, et le coefficient 225 (non-cadre, niveau "personnel qualifié") avec 9,4% de l'effectif total de la profession - et 16% de l'effectif des seuls non-cadres -.

Structure du personnel par catégories hiérarchiques (en % de l'effectif total)



Structure du personnel par coefficients hiérarchiques (en % de l'effectif total)

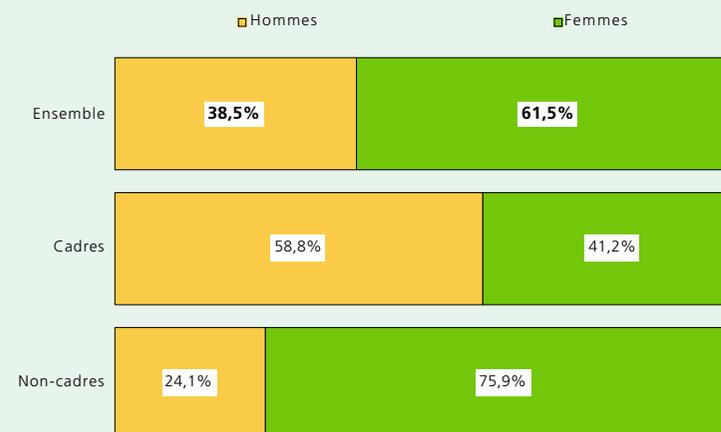


Structure du personnel selon le sexe, l'âge, l'ancienneté et la qualification

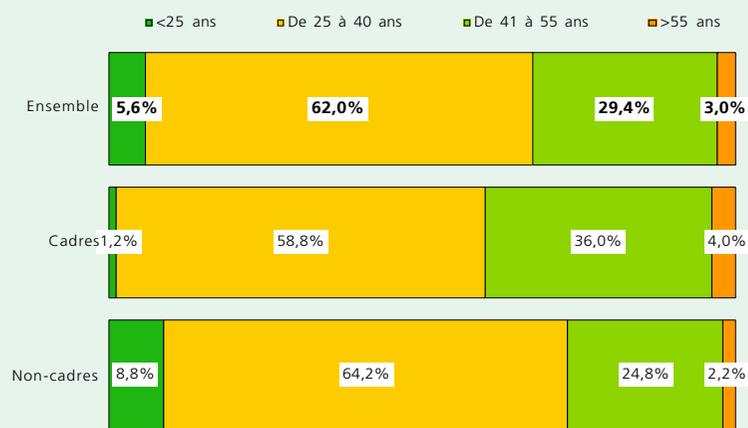
Trois traits caractéristiques à relever :

- Un **taux de féminisation élevé** : les femmes représentent **62%** de l'effectif (41% des cadres et 76% des non-cadres).
- Un **personnel jeune** : la part des salariés de **moins de 40 ans** atteint **68%** du total. Cette proportion s'élève à 73% pour le personnel non-cadre mais s'abaisse à 60% pour le personnel cadre.
- Un **personnel assez récent** : **24%** des salariés ont **moins de 3 ans d'ancienneté**, et 61% moins de 10 ans.

Structure du personnel selon le sexe et la qualification
(en % de l'effectif total ou de celui de la catégorie de personnel considérée)



Structure du personnel selon l'âge et la qualification
(en % de l'effectif total ou de celui de la catégorie de personnel considérée)



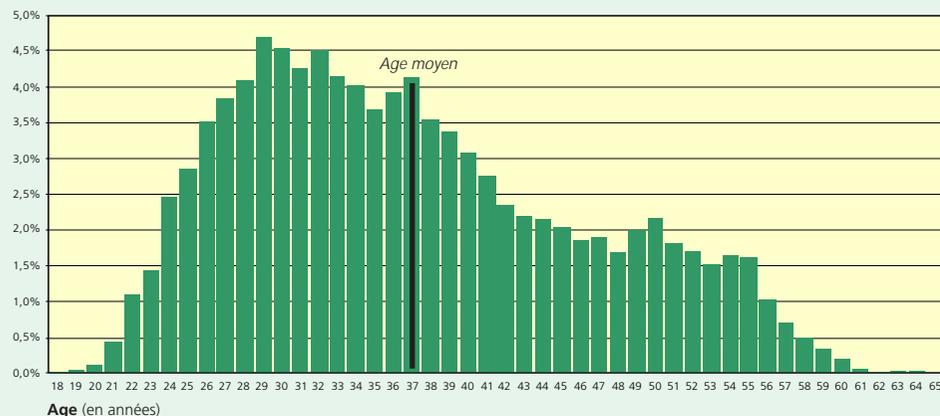
Structure du personnel selon l'ancienneté et la qualification
(en % de l'effectif total ou de celui de la catégorie de personnel considérée)



La structure du personnel selon l'âge

Ensemble du personnel

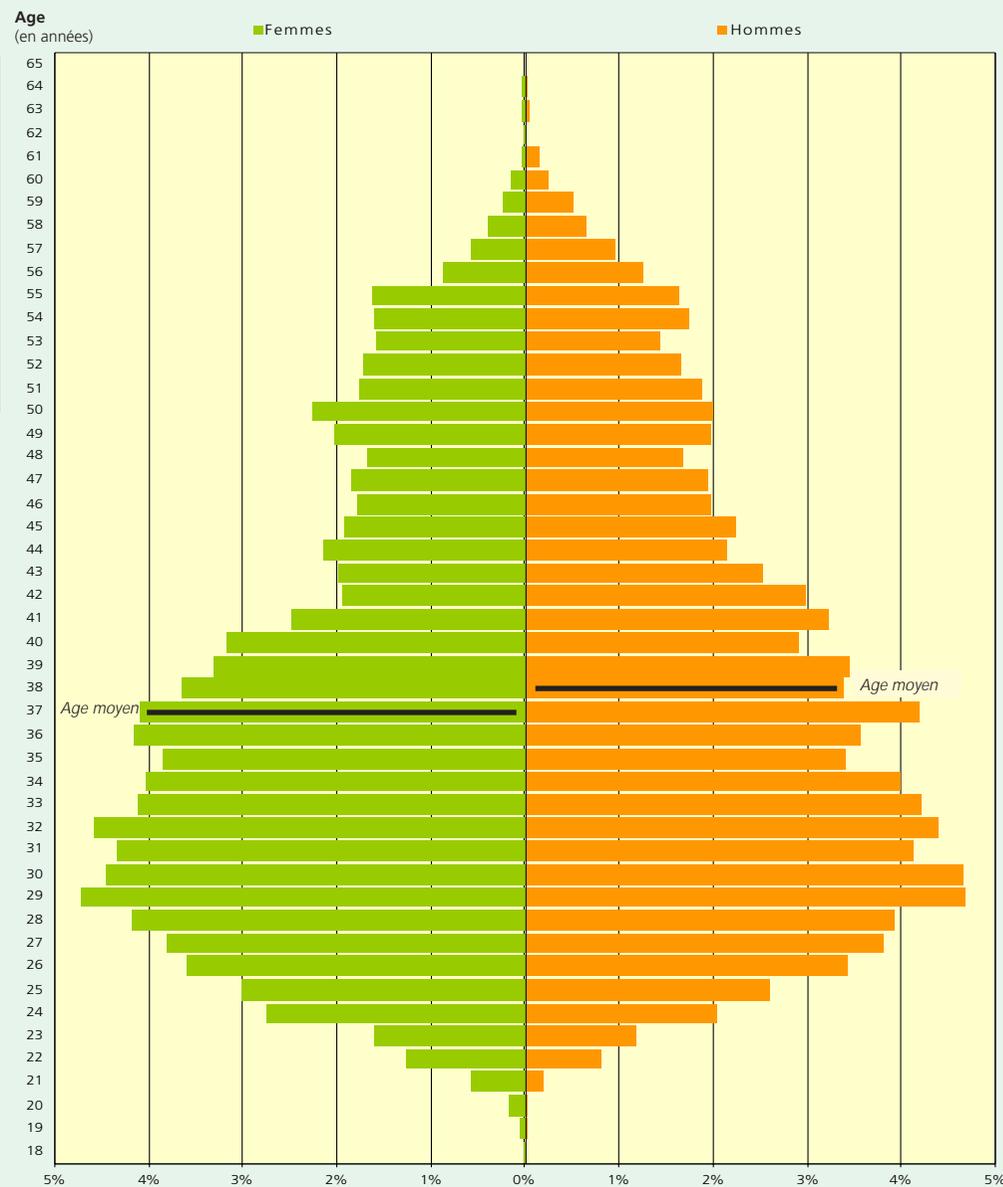
(en % de l'effectif total)



- L'âge moyen des salariés de la profession s'établit à **37 ans**, dont 36,7 ans pour les femmes et 37,6 pour les hommes.
- La tranche d'âge de **18 à 25 ans** regroupe **8,5%** de l'effectif total (9,4% de l'effectif femmes et 6,9% de l'effectif hommes).
- La tranche d'âge de **26 à 35 ans** regroupe **41%** de l'effectif total (42% des femmes et 41% des hommes). L'effectif cumulé des salariés ayant entre 18 et 35 ans représente 54% du total (55% des femmes et 51% des hommes).
- La tranche d'âge de **36 à 45 ans** regroupe **30%** du total (29% des femmes et 31% des hommes). L'effectif cumulé des salariés ayant entre 18 et 45 ans représente 79% du total (80% des femmes et 78% des hommes).
- La tranche d'âge de **46 à 55 ans** regroupe 18% du total (pourcentage identique pour les femmes et les hommes). L'effectif cumulé des salariés ayant entre 18 et 55 ans est de 97% du total (98% des femmes et 96% des hommes).
- Les salariés âgés de **plus de 55 ans** représentent **3%** du total (2% des femmes et 4% des hommes).

Pyramide des âges par sexes

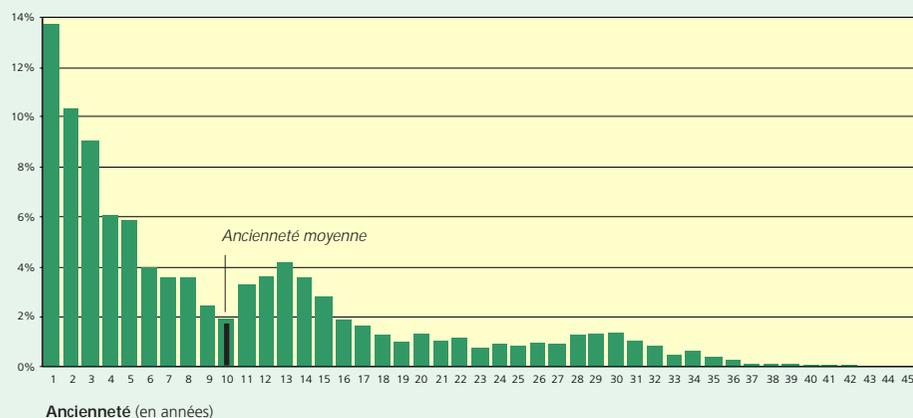
(en % de l'effectif total de chaque sexe)



La structure du personnel selon l'ancienneté

Ensemble du personnel

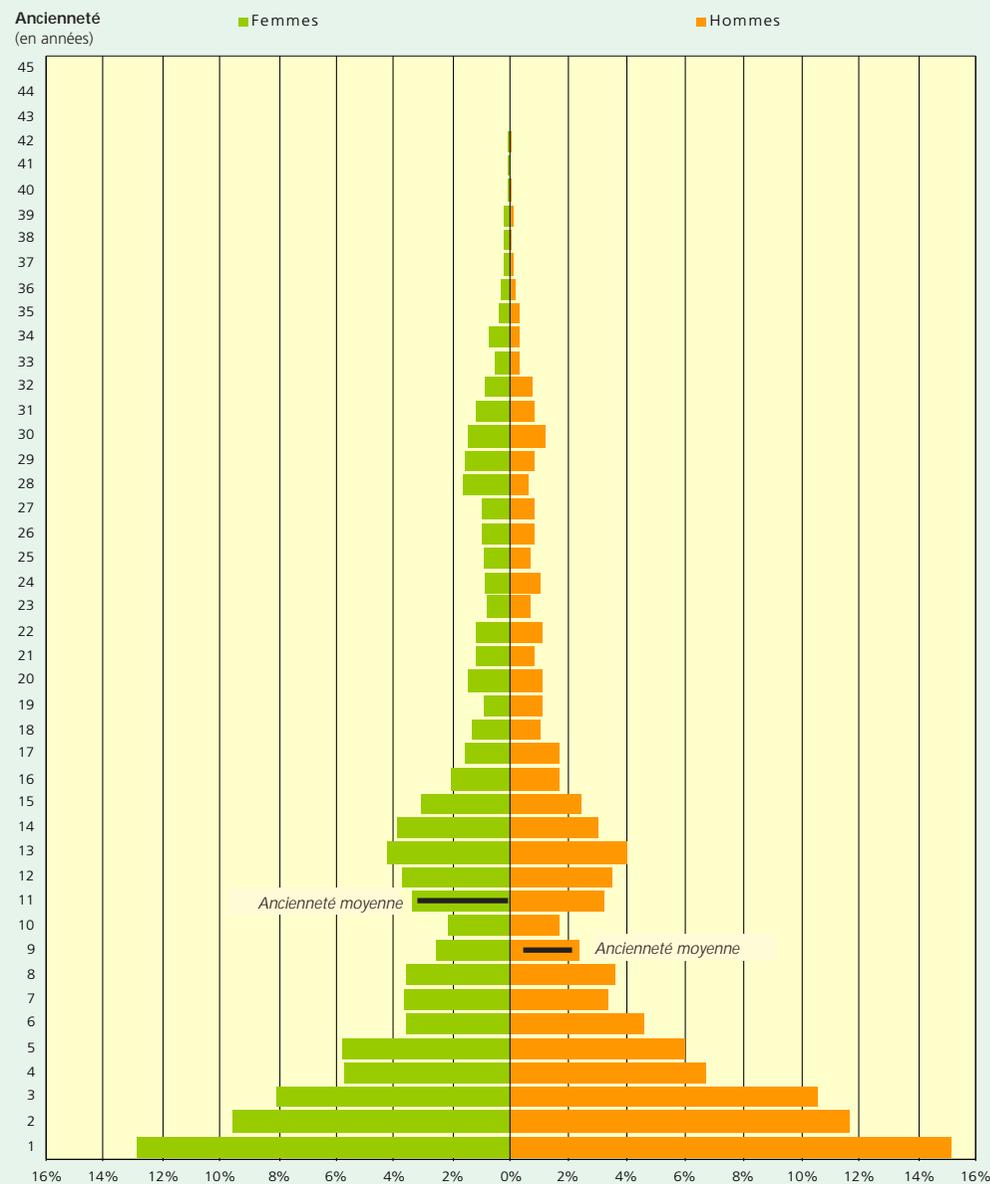
(en % de l'effectif total)



- L'ancienneté moyenne des salariés de la profession s'établit à **10 ans**, dont 11 ans pour les femmes et 9 ans pour les hommes.
- Les salariés ayant **moins de 3 ans d'ancienneté** représentent **24%** du total de l'effectif (27% de l'effectif hommes et 22% de l'effectif femmes).
- Les salariés ayant **entre 3 et 10 ans d'ancienneté** représentent **37%** du total de l'effectif (39% de l'effectif hommes et 35% de l'effectif femmes). L'effectif cumulé des salariés ayant moins de 10 ans d'ancienneté représente 59% du total (55% des femmes et 64% des hommes).
- Les salariés ayant **entre 11 et 15 ans d'ancienneté** représentent **17%** du total (18% des femmes et 16% des hommes). L'effectif cumulé des salariés ayant moins de 15 ans d'ancienneté représente 75% du total (73% des femmes et 79% des hommes).
- Les salariés ayant **entre 16 et 25 ans d'ancienneté** représentent **12%** du total (13% des femmes et 11% des hommes). L'effectif cumulé des salariés ayant moins de 25 ans d'ancienneté représente 89% du total (87% des femmes et 92% des hommes).
- Les salariés ayant une **ancienneté supérieure à 25 ans** représentent **10%** du total (12% des femmes et 8% des hommes).

Structure de l'ancienneté par sexes

(en % de l'effectif total de chaque sexe)



2 - L'évolution de l'emploi

Les flux d'effectifs en 2002

Synthèse globale*

(voir aussi annexes 5 à 7, pages 42 à 47)

I - DONNEES DE BASE

1 L'effectif au 31.12.2001 **15 660**

- Salariés titulaires d'un CDD	933
- Salariés titulaires d'un CDI	14 484
- Autres types de contrats (1)	243

2 Les entrées du 1.1.2002 au 31.12.2002 **4 289**

- Par CDD	1 697
- Par CDI	2 057
- Autres types de contrats (1)	535

3 Les sorties du 1.1.2002 au 31.12.2002 **3 796**

- Pour fin de CDD	1 643
- Pour fin de CDI	1 663
. Démission	784
. Licenciement(s) pour motif économique	92
. Licenciement(s) pour autre(s) motif(s)	253
. Mise et/ou départ en retraite ou préretraite	79
. Autres causes de fin de CDI (2)	455
- Pour fin d'autres types de contrats (1)	490

Salariés non-cadres promus cadres au cours de 2002 **141**

4 L'effectif au 31.12.2002 **16 153**

- Salariés titulaires d'un CDD	779
- Salariés titulaires d'un CDI	15 086
- Autres types de contrats (1)	288

Transformations de CDD en CDI au cours de 2002 **208**

II - ELEMENTS D'ANALYSE

1 L'analyse structurelle

Nombre de sociétés ayant répondu à l'enquête	209
Nombre de sociétés n'ayant pas de personnel en propre	103
Nombre de sociétés n'ayant que du personnel détaché (3)	15
Nombre de sociétés ayant une part de leur personnel détaché	23
Nombre de salariés détachés (3)	455
Nombre de sociétés ayant du personnel en propre	91
Effectif moyen / société au 31.12.2002	178

Proportion d'hommes au 31.12.2001	38,4%
Proportion d'hommes au 31.12.2002	38,5%
Proportion de femmes au 31.12.2001	61,6%
Proportion de femmes au 31.12.2002	61,5%
Variation de la proportion de femmes en 2002	-0,1%

Proportion de cadres au 31.12.2001	40,2%
Proportion de cadres au 31.12.2002	40,3%
Variation de la proportion de cadres en 2002	+0,1%
Part des non-cadres promus cadres en 2002 (% des non-C)	1,4%

Taux de CDD au 31.12.2001	6,0%
Taux de CDD au 31.12.2002	4,8%
Variation du taux de CDD en 2002	-1,1%
Part des CDD transformés en CDI en 2002	21,1%

2 L'analyse des flux

Variation de l'effectif total 2002/2001	+3,1%
Variation de l'effectif CDI seul 2002/2001	+4,2%
Part des licenciements économiques (% des sorties CDI)	5,5%

(1) Dont, notamment, salariés titulaires d'un contrat de travail temporaire (intérimaires).

(2) Décès, mutations intra-groupes (hors secteur ASF) ...

(3) Salariés non soumis à la Convention collective des sociétés financières.

* Données établies sur la base d'un échantillon de 91 établissements regroupant 67% de l'effectif total de la profession au 31. 12.2002.

Les flux d'effectifs en 2002 Commentaires

Sur la base d'un effectif de 10 000 salariés au 31 décembre 2001, composé de

- 596 titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée (CDD), dont 28% d'hommes et 72% de femmes, 96% de non-cadres et 4% de cadres,
- 9249 titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée (CDI), dont 39% d'hommes et 61% de femmes, 57% de non-cadres et 43% de cadres,
 - 155 titulaires d'un autre type de contrat^a, dont 35% d'hommes et 65% de femmes, 98% de non-cadres et 2% de cadres.

on constate que **2739 salariés sont entrés au cours de l'année 2002,**

- 1083 par CDD, soit 39,5% du total des entrées, dont 34% d'hommes et 66% de femmes, 95% de non-cadres et 5% de cadres,
- 1314 par CDI, soit 48% du total des entrées, dont 44% d'hommes et 56% de femmes, 64% de non-cadres et 36% de cadres,
- 342 par autre forme de contrat^a, soit 12,5% du total des entrées, dont 32% d'hommes et 68% de femmes, 99% de non-cadres et 1% de cadres ;

pendant que **2424 salariés sortaient** au cours de la même période,

- 1049 pour fin de CDD, soit 43,3% du total des sorties, dont 34% d'hommes et 66% de femmes, 97% de non-cadres et 3% de cadres,
- 501 pour démission, soit 20,7% du total des sorties, dont 43% d'hommes et 57% de femmes, 61% de non-cadres et 39% de cadres,
- 59 pour licenciement à motif économique, soit 2,4% du total des sorties, dont 18% d'hommes et 82% de femmes, 70% de non-cadres et 30% de cadres,
- 162 pour licenciement fondé sur d'autres motifs, soit 6,7% du total des sorties, dont 53% d'hommes et 47% de femmes, 43% de non-cadres et 57% de cadres,
- 50 pour mise et/ou départ en retraite ou préretraite, soit 2,1% du total des sorties, dont 44% d'hommes et 56% de femmes, 44% de non-cadres et 56% de cadres,
 - 291 pour d'autres causes de fin de CDI^b, soit 12% du total des sorties, dont 41% d'hommes et 59% de femmes, 66% de non-cadres et 34% de cadres,
 - 313 pour fin d'autres types de contrat^a, soit 12,9% du total des sorties, dont 34% d'hommes et 66% de femmes, 99% de non-cadres et 1% de cadres ;

soit un **taux de rotation** du personnel de **25,8%** (tous contrats confondus), et de **11,9%** pour les seuls contrats à durée indéterminée.

Au 31 décembre 2002, l'effectif était donc de **10 315 salariés - soit une hausse de +3,1% -**, composé de

- 497 titulaires de CDD (4,8% du total contre 6% à fin 2001), dont 30% d'hommes et 70% de femmes, 94% de non-cadres et 6% de cadres,
- 9634 titulaires de CDI (93,4% du total contre 92,5% à fin 2001), dont 39% d'hommes et 61% de femmes, 57% de non-cadres et 43% de cadres,
- 184 titulaires d'un autre type de contrat^a (1,8% du total contre 1,6% à fin 2001), dont 31% d'hommes et 69% de femmes, 98% de non-cadres et 2% de cadres.

a Dont, notamment, salariés titulaires d'un contrat de travail temporaire (intérimaires).

b Décès, mutations intra-groupes (hors secteur ASF) ...

Analyse de l'évolution des effectifs en 2002

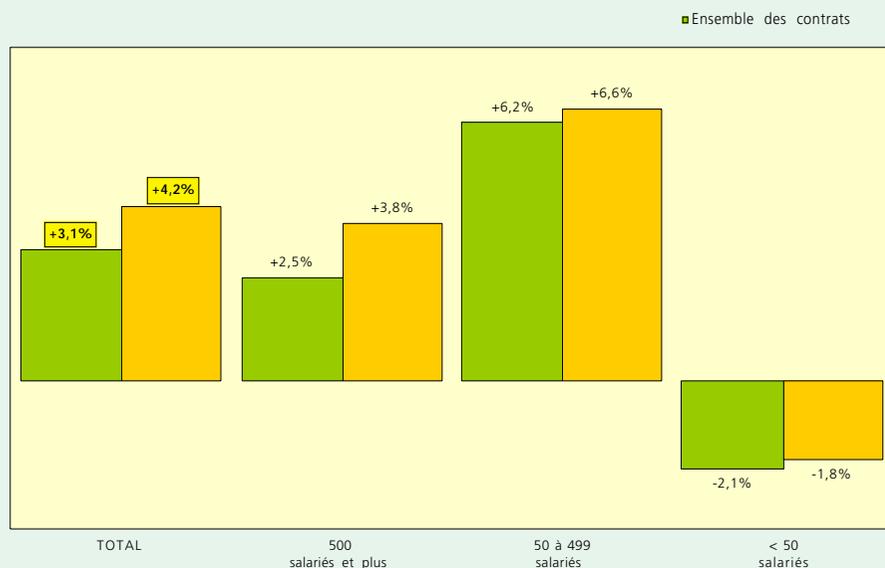
Pour la huitième année consécutive, les effectifs des sociétés financières progressent. La hausse d'ensemble est de **+3,1%** (CDI et CDD confondus), soit un taux de croissance plus élevé que ceux des deux années précédentes (+1,8% en 2000 et +1,7% en 2001). Il s'agit là d'un **rythme supérieur au taux moyen de croissance enregistré sur longue période** (+2,1% sur les vingt dernières années).

Ce sont les **établissements grands et moyens** (en termes d'effectifs) qui **progressent le plus rapidement** (+2,5% chez ceux de plus de 500 salariés et +6,2% pour ceux de 50 à 499 salariés), alors que les petits établissements (moins de 50 salariés) enregistrent une contraction de leurs effectifs (-2,1%).

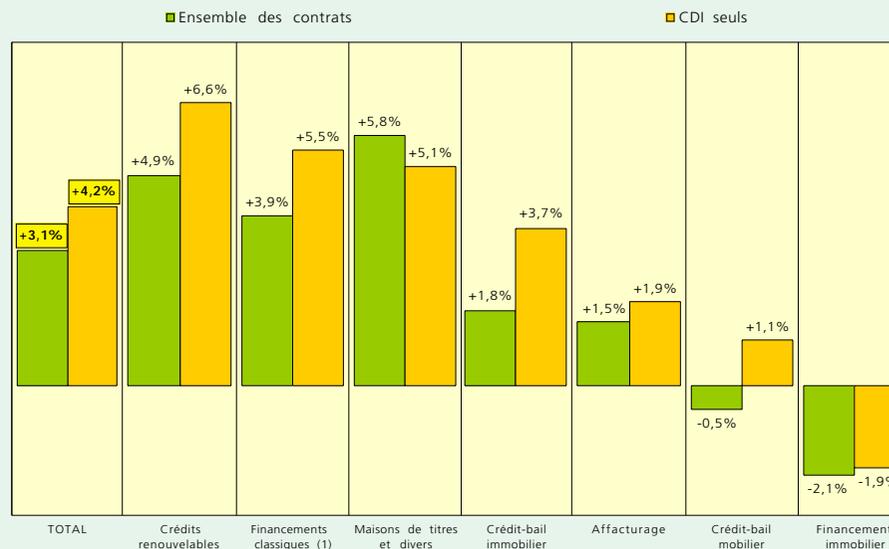
L'évolution apparaît **diversifiée selon le type d'activités** : ainsi, les établissements spécialisés dans les métiers du titre voient leurs effectifs croître de près de +6%, ceux spécialisés dans le crédit à la consommation d'environ +4% (avec une pointe à près de +5% pour ceux pratiquant le crédit renouvelable), alors que la hausse est plus atténuée dans le crédit-bail immobilier et l'affacturage (de l'ordre de +2%) et qu'on enregistre un tassement dans le financement immobilier et les établissements de financement locatif de l'équipement des entreprises.

La progression des effectifs est variable selon les **catégories hiérarchiques** (+3,4% pour les cadres et +3% pour les non-cadres) **ou les sexes** (+3,4% pour les hommes et +3% pour les femmes).

Evolution des effectifs en 2002 selon la taille des sociétés

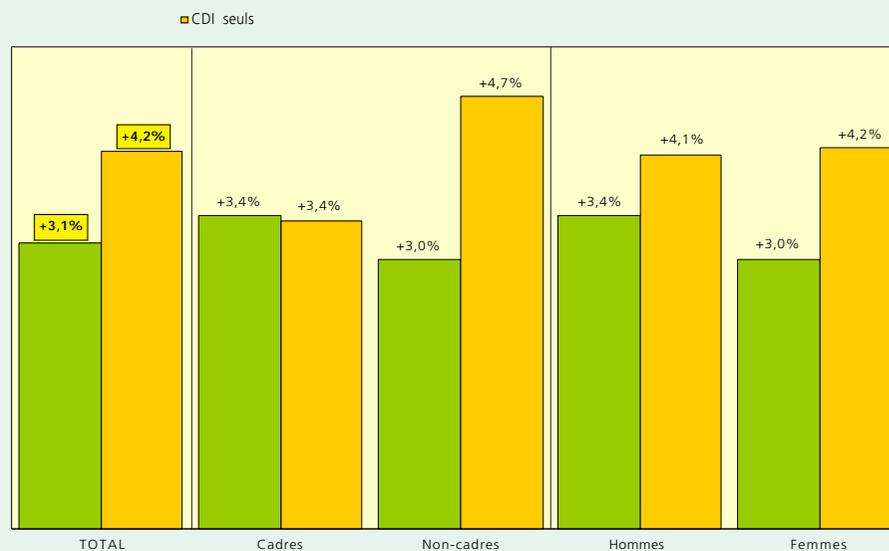


Evolution des effectifs en 2002 selon le type d'activité



(1) Financements classiques de l'équipement des ménages (automobile et équipement du foyer) et des entreprises (véhicules industriels, matériels d'équipement).

Evolution des effectifs en 2002 selon la qualification et le sexe des salariés



Les flux d'effectifs : structure et principales caractéristiques

Le taux de rotation des effectifs - tous types de contrats confondus - s'établit à **25,8%**, soit un taux proche de la moyenne des dix dernières années, si l'on fait abstraction des trois années 1994, 1995 et 2001, caractérisées par un taux particulièrement élevé. Pour les seuls CDI, le taux est de 12,8%, fléchissant légèrement après la montée continue enregistrée les quatre années antérieures.

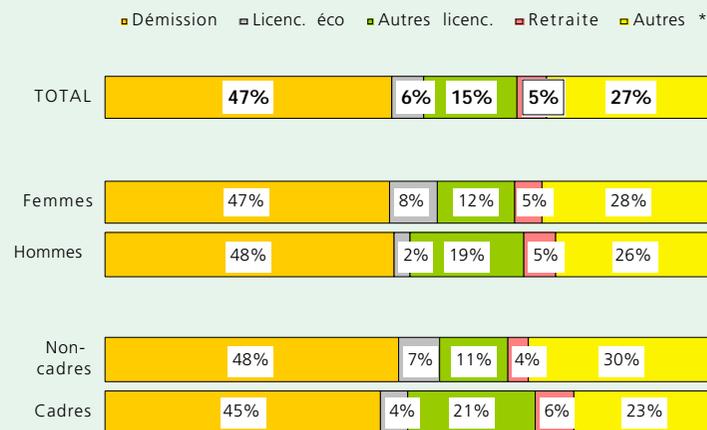
La part des contrats à durée déterminée est en recul : elle s'établit à **4,8%** de l'effectif total à fin 2002 après 6% l'année précédente. Cette proportion passe de 0,7% chez les cadres à 10% chez les non-cadres et de 4,3% chez les hommes à 7,6% chez les femmes. A fin 2002, la plus forte proportion de CDD se trouve dans les établissements spécialisés dans les crédits renouvelables (6,4%), la plus faible dans les sociétés de crédit-bail immobilier (2,3%). En moyenne, 21,1% des salariés titulaires d'un tel contrat ont vu celui-ci se transformer en CDI au cours de 2002.

Les entrées de salariés ont été composées à **40% de CDD** (9% chez les cadres et 47% chez les non-cadres, 35% chez les hommes et 42% chez les femmes), 48% de CDI (90% chez les cadres) et 12% d'autres types de contrats (intérim, notamment).

Les sorties de salariés sont constituées pour 43% de fins de CDD et 44% de fins de CDI. Parmi les causes de **fin de CDI**, les **démissions** entrent pour **47%**, les licenciements pour motifs économiques pour 6% et ceux pour autres motifs à 15% ; pré-retraite, retraite et autres causes de fins de contrat composent le solde. On notera qu'après la forte poussée des licenciements économiques enregistrée en 2001 - due pour l'essentiel à une entreprise qui regroupait, à elle seule, environ 75% du total de ces licenciements -, la part de ces licenciements retrouve un niveau proche de 2000, marquant ainsi une pause autour de 5% après la tendance au recul perceptible depuis plusieurs années.

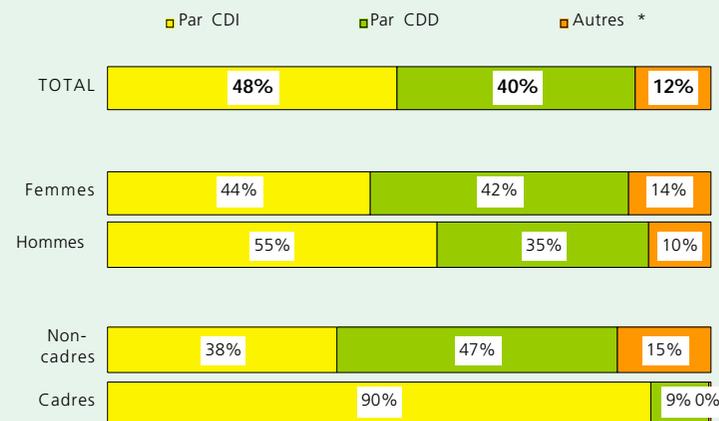
La structure des entrées et des sorties en 2002

Structure des sorties en 2002 (CDI seuls)



* Décès, mutations intra-groupes (hors secteur ASF), ...

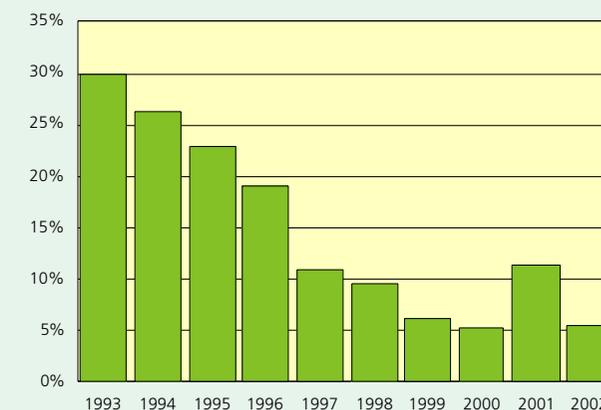
Structure des entrées en 2002



* Dont, notamment, salariés titulaires d'un contrat de travail temporaire.

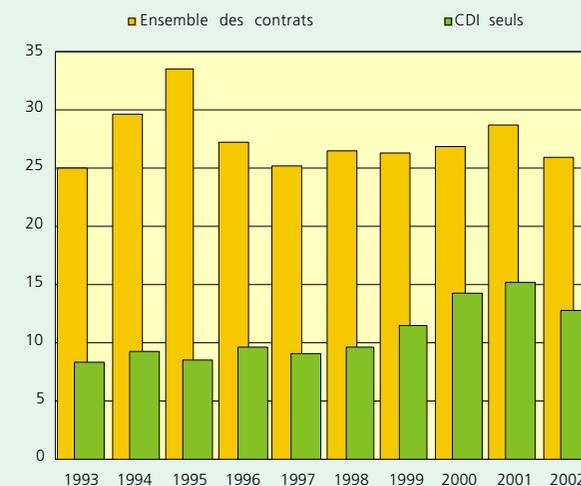
Principales caractéristiques

Part des licenciements pour motifs économiques*



* En % du total des départs CDI.

Taux de rotation des effectifs



L'évolution des effectifs sur longue période

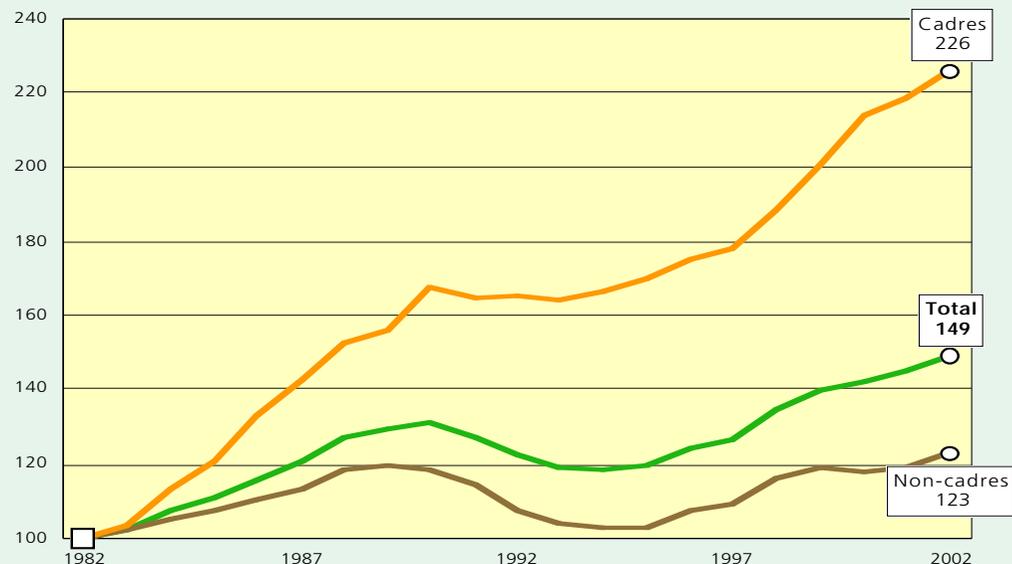
Sur les **vingt dernières années**, l'effectif de la profession aura progressé globalement de **+49%**, résultat de seize années de hausse (dont sept avec un taux de croissance proche ou supérieur à 4%) qui ont plus que compensé la période de recul des années 1991 / 1994. **En moyenne sur la période, le taux annuel de croissance est de +2,1%**.

Sur une base **100 en 1982**, l'effectif des **salariés non-cadres** s'inscrit à **123 en 2002**. Après le sévère repli des années 1990 / 1995 et la légère baisse enregistrée en 2000, il retrouve environ son niveau de 1989. Sur la période considérée, le **taux moyen annuel de croissance** demeure positif, à **+1,1%**.

Sur la même base **100 en 1982**, l'effectif des **salariés cadres** atteint **226 en 2002**. Seules deux années auront marqué une légère contraction (1991 et 1993). Sur la période, le **taux moyen annuel de croissance** atteint **+4,2%**.

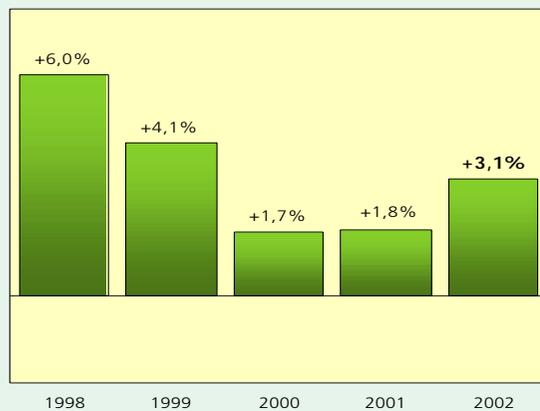
Plus récemment, après le pic de 1998 (+6%, soit la meilleure performance enregistrée depuis que la statistique existe), un ralentissement s'est manifesté jusqu'en 2000 et 2001 (+1,7% et +1,8%) avant que la progression ne s'accélère à nouveau en 2002.

Evolution des effectifs des sociétés financières
(Base 100 en 1982)

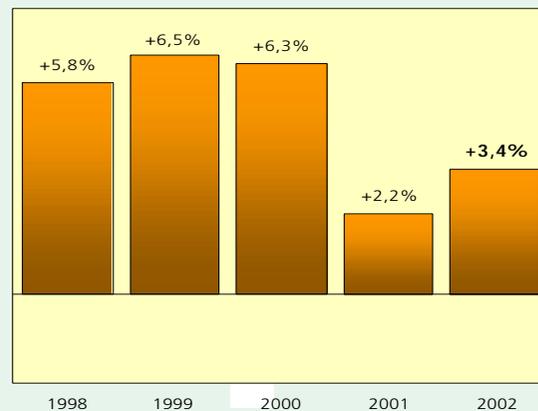


L'évolution récente : taux annuels de variation au cours des cinq dernières années

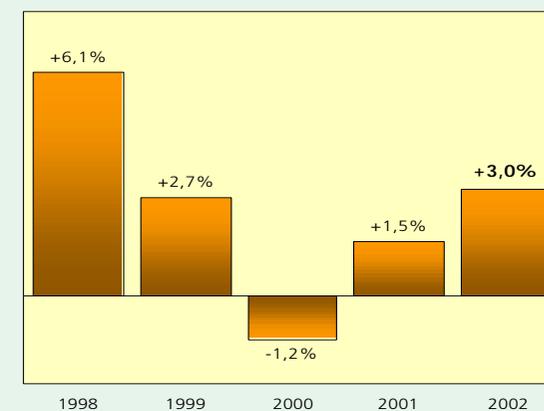
1. Ensemble de l'effectif



2. Salariés cadres



3. Salariés non-cadres



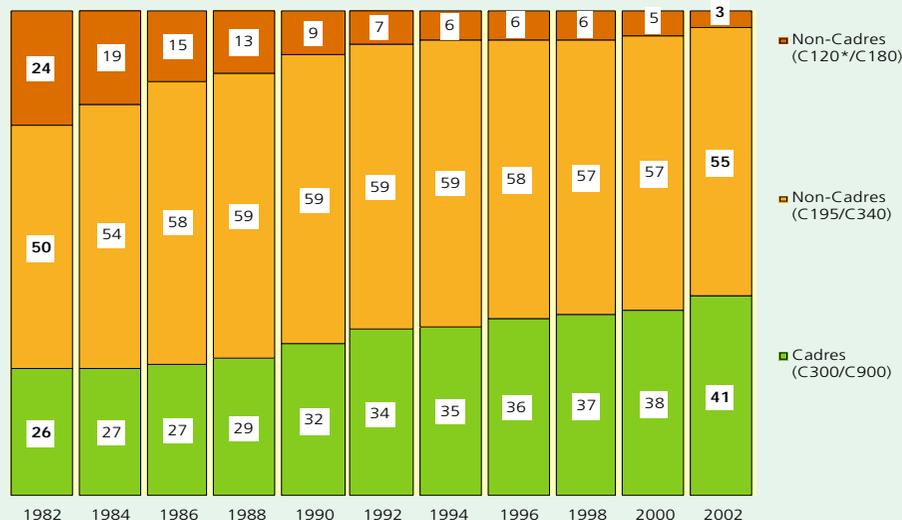
L'évolution de la qualification d'ensemble du personnel

La caractéristique essentielle est celle d'un **accroissement régulier de la qualification d'ensemble du personnel**.

- De 1982 à 2002, la **proportion de cadres** dans l'effectif total est passée de **26% à 41%**.
- De 1982 à 2002, au sein de la catégorie des non-cadres, la part de l'effectif du **personnel d'exécution** (jusqu'au coefficient 180 compris) dans la population totale des non-cadres a été divisée par près de 9, passant de **32% à 6%** (et de 24% à 3% de l'effectif total, toutes catégories confondues), tandis que celle du personnel qualifié et très qualifié (coefficient 195 à 340) s'élevait de 68% à 94% du même personnel non-cadre (et de 50% à 55% de l'ensemble du personnel). On notera cependant qu'après s'être accrue jusqu'en 1994 (avec un maximum à 59%), la part du personnel non-cadre qualifié et très qualifié s'érode à son tour depuis cette date.
- Les partenaires sociaux ont pris acte de cette évolution en **adaptant la grille de classification** de la convention collective : les deux premiers coefficients hiérarchiques (120 et 135) ont été supprimés (respectivement par les accords du 30 décembre 1994 et du 17 juillet 2001) et deux nouveaux coefficients ont été créés pour la population cadre (360 et 625) par l'accord du 30 décembre 1994.

Evolution de la qualification des salariés de 1982 à 2002

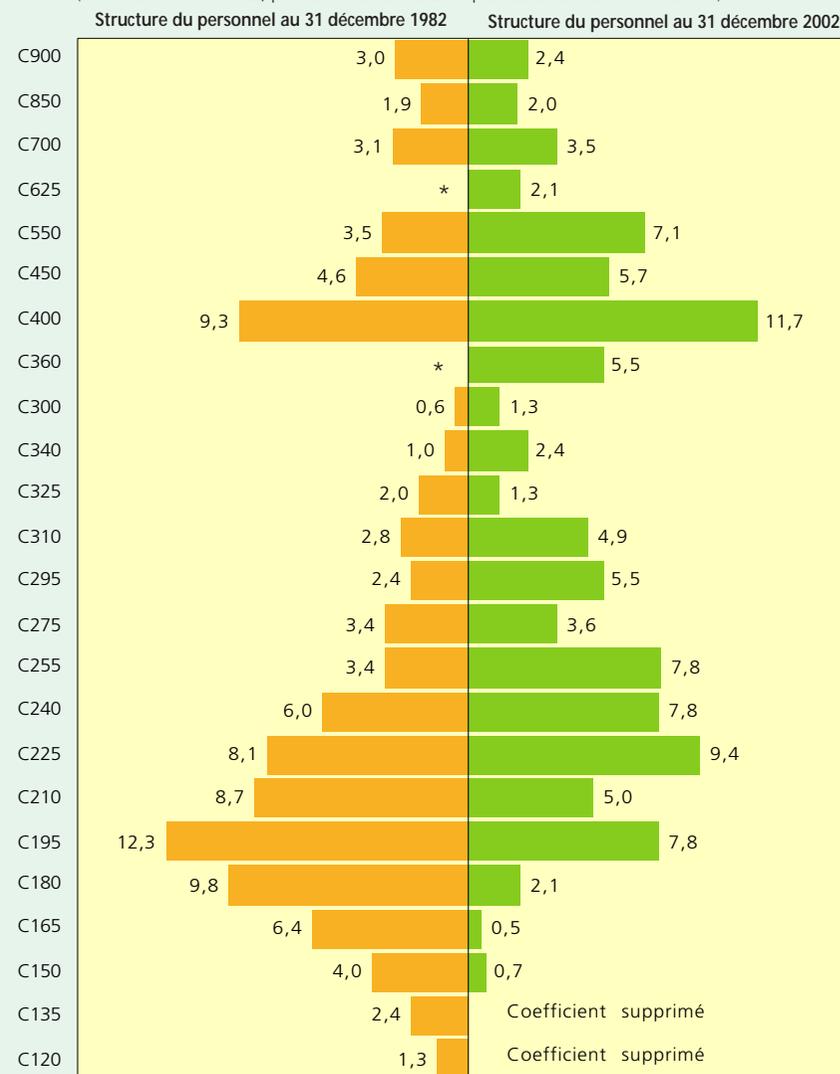
(en % de l'effectif total)



* Le premier coefficient est devenu C135 en 1994 puis C150 en 2001.

Evolution de la structure des effectifs de 1982 à 2002

(en % de l'effectif total, par coefficients hiérarchiques de la convention collective)



* Ces deux coefficients n'existaient pas en 1982.

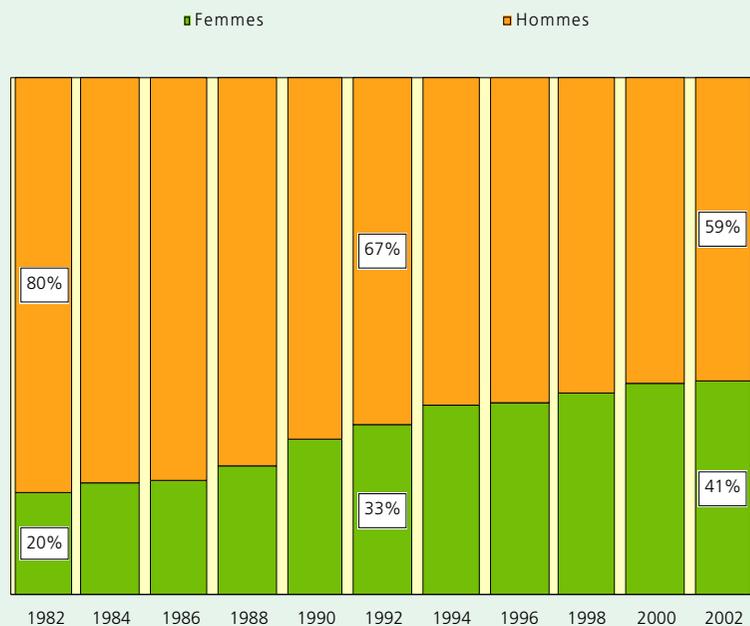
L'évolution de la qualification du personnel féminin

L'accroissement de la qualification du personnel féminin est très sensible au cours des vingt dernières années :

- la part des femmes dans la population cadre a plus que doublé de 1982 à 2002, passant de 20% à 41% ;
- si la proportion de cadres chez les salariés hommes n'a progressé au cours de ces mêmes années que de 53% à 63% et ne tend à progresser à nouveau que depuis quatre ans, elle a en revanche été multipliée par 3,5 chez les femmes, passant de 8% à 28%.

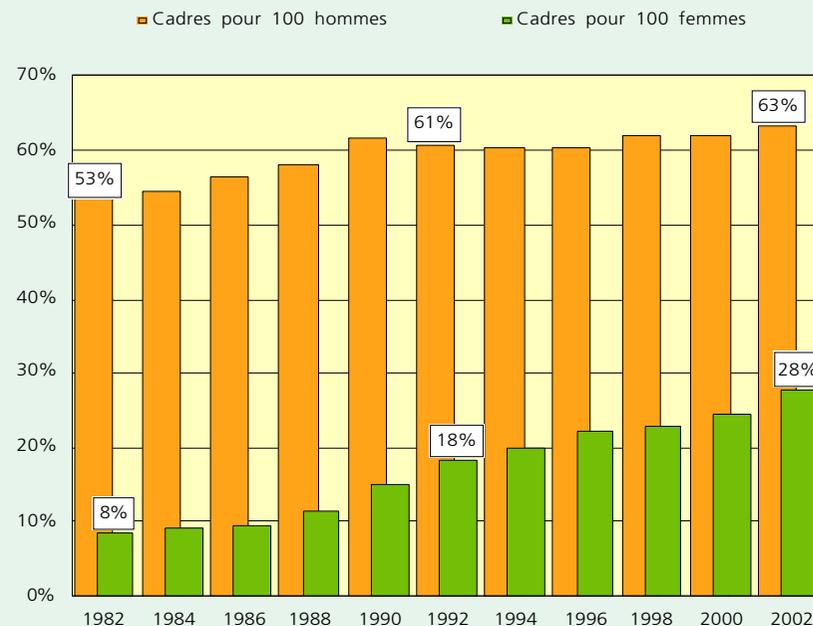
Evolution de la part des hommes et des femmes dans la population cadre

(en % de l'effectif total de la population cadre)



Evolution de la part des cadres dans les populations masculine et féminine

(en % de l'effectif total de la population de chaque sexe)



L'évolution de la structure du personnel selon le sexe, l'âge et l'ancienneté

Evolution de la structure selon le sexe*



L'évolution de la **structure selon le sexe** fait toujours apparaître une grande **stabilité de la part respective des hommes et des femmes** (respectivement, de 38% et 62% en moyenne au cours des vingt dernières années), avec cependant une légère tendance à une féminisation accrue.

Evolution de la structure selon l'âge*



L'évolution de la **structure selon l'âge** montre un **vieillissement de la population** : les salariés âgés de plus de 40 ans, qui constituaient 26% de l'effectif dans les années 1982-1985, en composent en moyenne 31% dans la période 2000-2002. On notera cependant une certaine inflexion depuis cinq ans, la part des salariés de moins de 40 ans passant au cours de cette période de 66% à 69%.

Evolution de la structure selon l'ancienneté*



L'évolution de la **structure selon l'ancienneté** : après une période de baisse de l'ancienneté moyenne, on note depuis cinq ans la **nette augmentation de la part des salariés de plus de dix ans d'ancienneté** (après une pointe à 41% en 1988-1990, celle-ci avait atteint un point bas à 33% en 1997-1999 et retrouve pour les trois dernières années un niveau moyen de 37%).

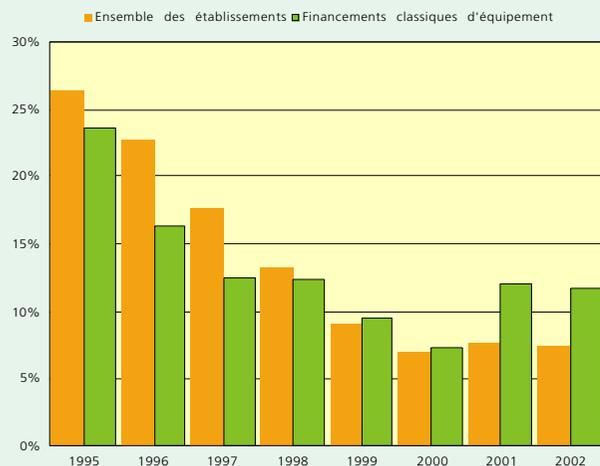
* En % de l'effectif total. Moyennes mobiles sur trois ans.

Quelques grandes tendances* récentes d'évolution par type d'activité dominante

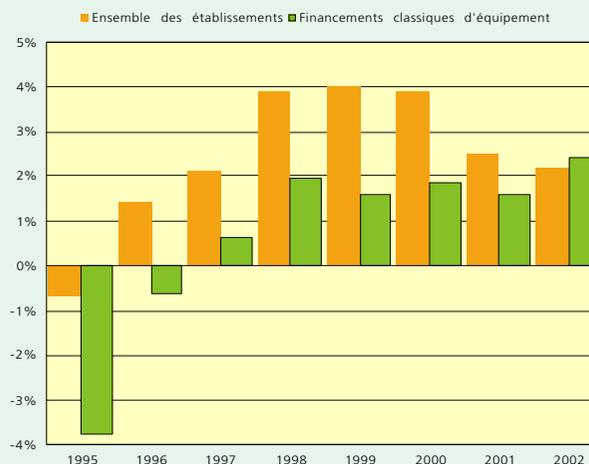
Les établissements spécialisés dans les financements classiques d'équipement pour les particuliers et les entreprises

- Etablissements parmi les plus importants en termes d'effectifs : 212 salariés en moyenne sur les dix dernières années sur la base d'un effectif moyen de 100 pour l'ensemble de la profession.
- Une sensible accélération du taux de croissance des effectifs en 2002, excédant pour la première fois le taux d'ensemble tous contrats confondus et s'en approchant de très près pour les seuls CDI.
- Une proportion de licenciements économiques plus faible que la moyenne d'ensemble puis, à partir de 1999, une tendance moins favorable, culminant en 2001, année atypique¹. Compte tenu de la méthode utilisée, 2002 subit encore l'incidence de cette situation.
- Un taux d'encadrement en hausse continue, désormais légèrement supérieur à la moyenne d'ensemble depuis quatre ans.
- Une progression constante de la proportion de CDD qui aboutit depuis 2001 à un taux légèrement supérieur à la moyenne d'ensemble.

Evolution de la part des licenciements économiques (en % des fins de CDI)



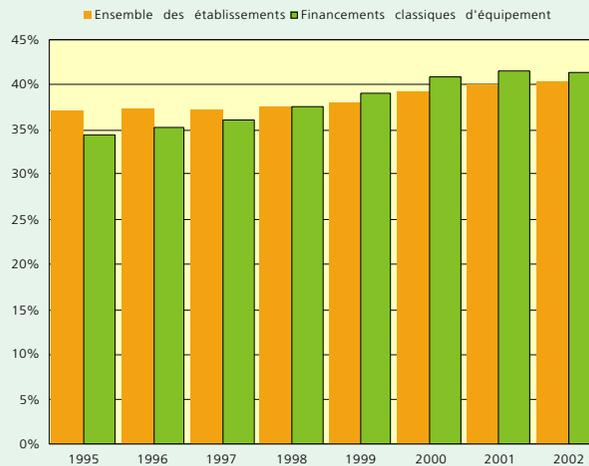
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T1 (T1 : tous contrats confondus)



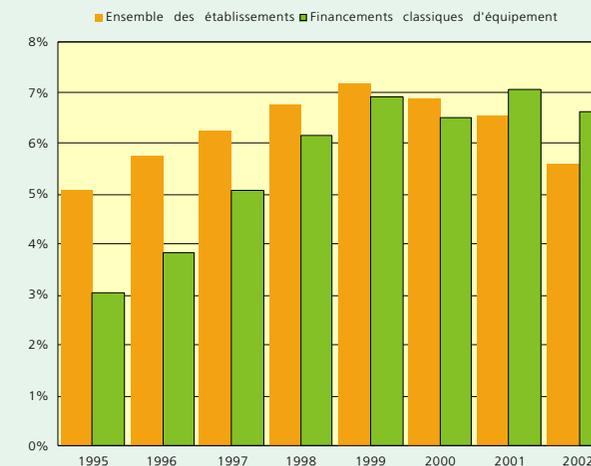
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T2 (T2 : CDI seuls)



Evolution du taux d'encadrement (part des cadres en % de l'effectif total)



Evolution de la part des CDD (en % de l'effectif total)



¹ En 2001, un établissement de la catégorie sous revue a regroupé à lui seul une proportion très importante des licenciements pour raisons économiques de l'ensemble de la profession.

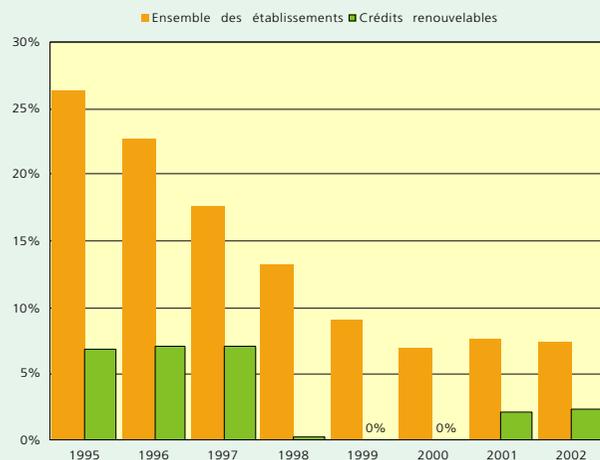
* 5 indicateurs ont été retenus (taux annuel d'évolution des effectifs - tous contrats confondus et CDI seuls -, part des licenciements économiques dans les fins de CDI, taux d'encadrement, évolution de la part des CDD), pour chacune des 7 grandes catégories d'établissements (financements classiques d'équipement, crédits renouvelables, maisons de titres et divers, affacturage, financement immobilier, crédit-bail mobilier et crédit-bail immobilier), chacune de celles-ci étant comparée à la moyenne d'ensemble. Il s'agit d'indications en termes de tendance : les données graphiques sont des moyennes mobiles sur 3 ans.

Quelques grandes tendances* récentes d'évolution par type d'activité dominante

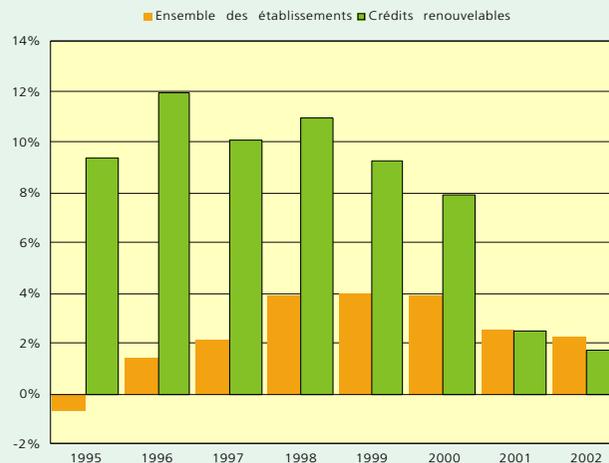
Les établissements spécialisés dans le financement de l'équipement des particuliers par crédits renouvelables

- Etablissements les plus importants en termes d'effectifs : 880 salariés en moyenne sur les dix dernières années sur la base d'un effectif moyen de 100 pour l'ensemble de la profession.
- Un taux annuel moyen de croissance des effectifs (tous contrats confondus) qui, après avoir été toujours très nettement plus élevé que la moyenne d'ensemble, ralentit très sensiblement depuis 2001. On constate la même décélération pour les seuls CDI, mais la croissance demeure cependant plus rapide que la moyenne d'ensemble.
- Une proportion de licenciements économiques très faible, mais un ressaut en 2001 (pris en compte pour partie en 2002 en raison de la méthode utilisée).
- Un taux d'encadrement en hausse continue, mais toujours sensiblement inférieur à la moyenne d'ensemble.
- Un recul de la proportion de CDD qui demeure cependant largement supérieure à la moyenne d'ensemble.

Evolution de la part des licenciements économiques (en % des fins de CDI)



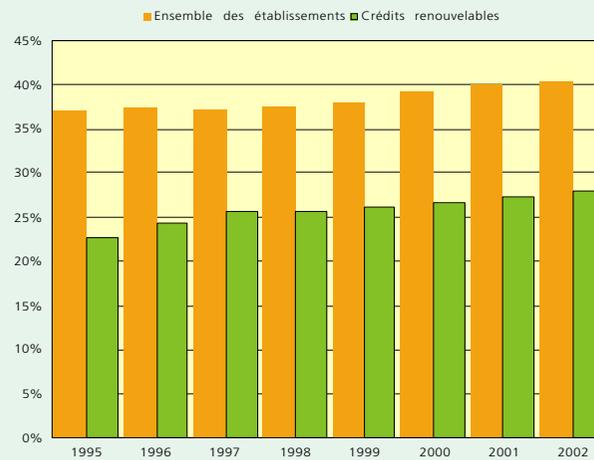
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T1 (T1 : tous contrats confondus)



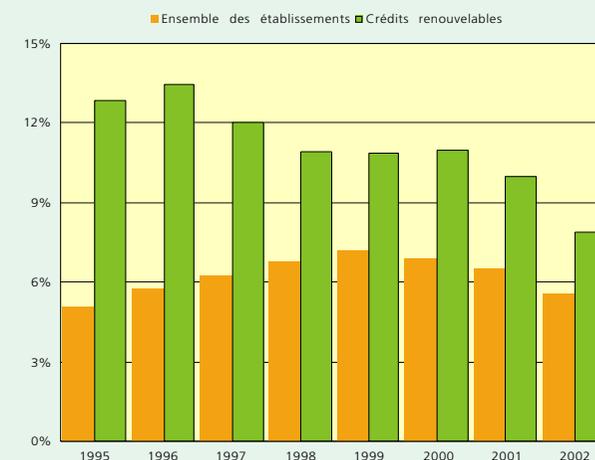
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T2 (T2 : CDI seuls)



Evolution du taux d'encadrement (part des cadres en % de l'effectif total)



Evolution de la part des CDD (en % de l'effectif total)



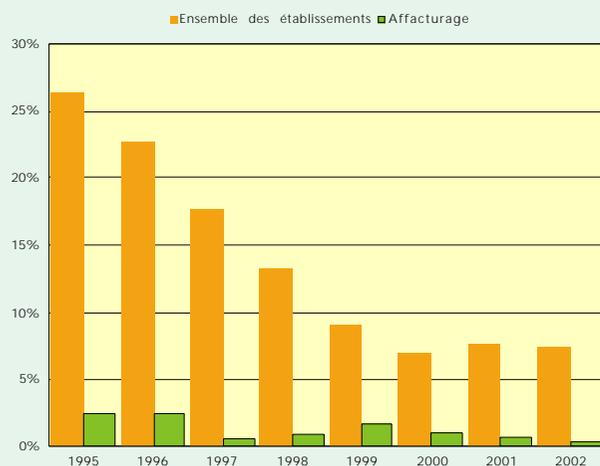
* 5 indicateurs ont été retenus (taux annuel d'évolution des effectifs - tous contrats confondus et CDI seuls -, part des licenciements économiques dans les fins de CDI, taux d'encadrement, évolution de la part des CDD), pour chacune des 7 grandes catégories d'établissements (financements classiques d'équipement, crédits renouvelables, maisons de titres et divers, affacturage, financement immobilier, crédit-bail mobilier et crédit-bail immobilier), chacune de celles-ci étant comparée à la moyenne d'ensemble. Il s'agit d'indications en termes de tendance : les données graphiques sont des moyennes mobiles sur 3 ans.

Quelques grandes tendances* récentes d'évolution par type d'activité dominante

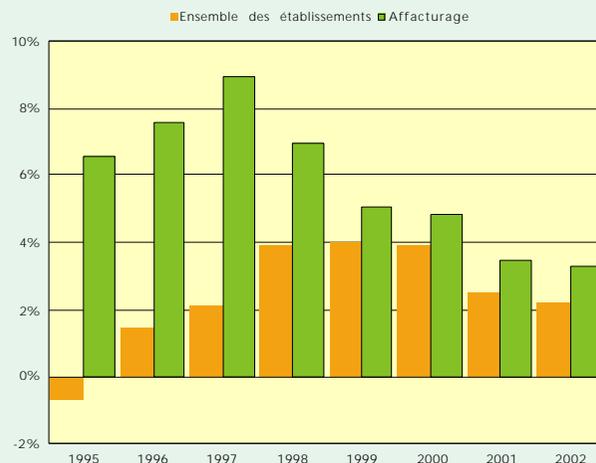
Les établissements spécialisés dans les opérations d'affacturage

- Etablissements de taille importante en termes d'effectifs : 177 salariés en moyenne sur les dix dernières années sur la base d'un effectif moyen de 100 pour l'ensemble de la profession.
- Un taux annuel moyen de croissance des effectifs toujours nettement plus élevé que la moyenne d'ensemble malgré un certain ralentissement au cours des dernières années.
- La part des licenciements économiques demeure stable à très bas niveau.
- Un taux d'encadrement en hausse, mais légèrement inférieur à la moyenne d'ensemble.
- Une proportion de CDD un peu inférieure à la moyenne d'ensemble et qui tend à diminuer plus rapidement que celle-ci depuis trois ans.

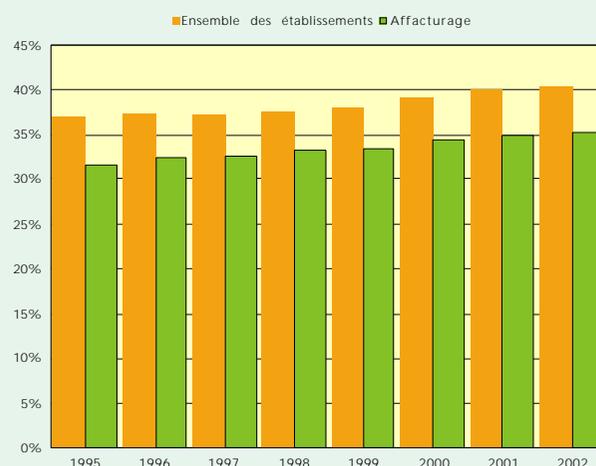
Evolution de la part des licenciements économiques (en % des fins de CDI)



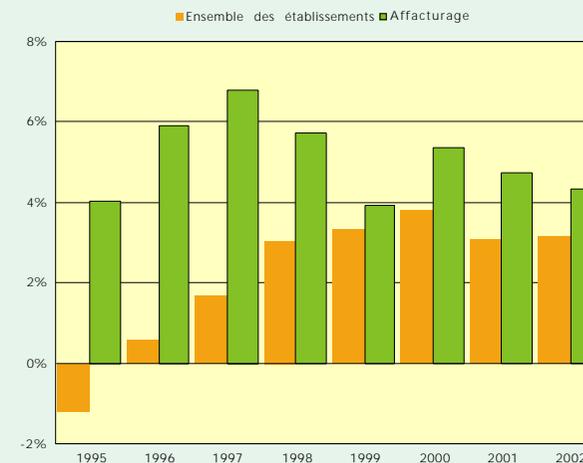
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T1 (T1 : tous contrats confondus)



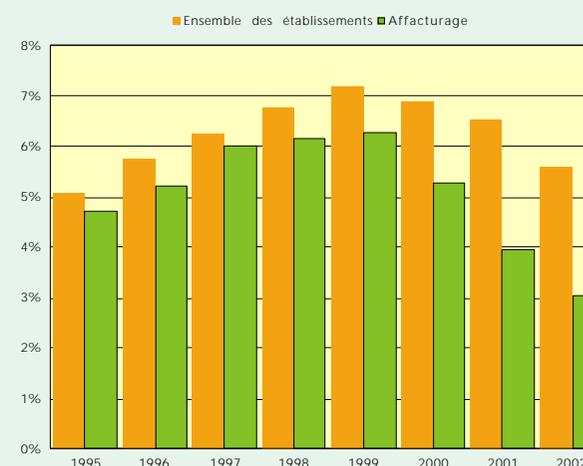
Evolution du taux d'encadrement (part des cadres en % de l'effectif total)



Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T2 (T2 : CDI seuls)



Evolution de la part des CDD (en % de l'effectif total)



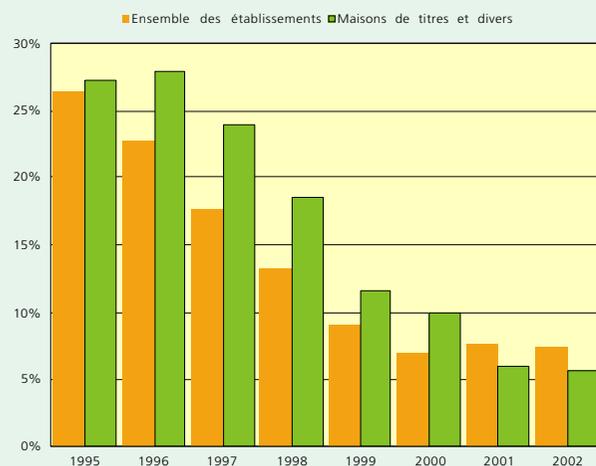
* 5 indicateurs ont été retenus (taux annuel d'évolution des effectifs - tous contrats confondus et CDI seuls -, part des licenciements économiques dans les fins de CDI, taux d'encadrement, évolution de la part des CDD), pour chacune des 7 grandes catégories d'établissements (financements classiques d'équipement, crédits renouvelables, maisons de titres et divers, affacturage, financement immobilier, crédit-bail mobilier et crédit-bail immobilier), chacune de celles-ci étant comparée à la moyenne d'ensemble. Il s'agit d'indications en termes de tendance : les données graphiques sont des moyennes mobiles sur 3 ans.

Quelques grandes tendances* récentes d'évolution par type d'activité dominante

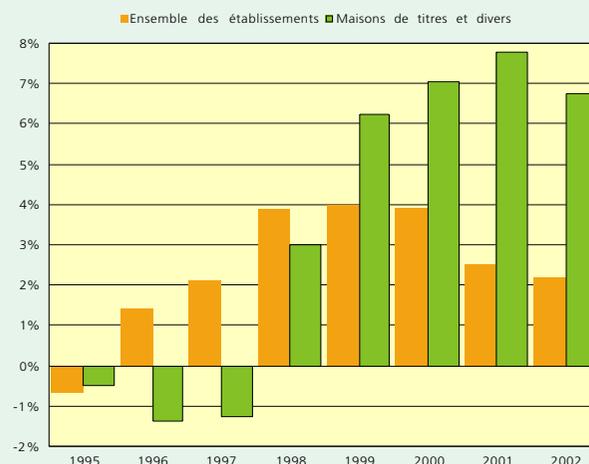
Les Maisons de titres / prestataires de services d'investissement et les établissements spécialisés dans les activités diverses

- Etablissements de très petite taille en termes d'effectifs : 26 salariés en moyenne sur les dix dernières années sur la base d'un effectif moyen de 100 pour l'ensemble de la profession.
- Un taux annuel moyen de croissance des effectifs particulièrement vigoureux dans les dernières années, quel que soit le type de contrat, mais une tendance au ralentissement en 2002.
- Une proportion de licenciements économiques en recul mais le plus souvent légèrement supérieure à la moyenne d'ensemble, à l'exception des deux dernières années.
- Un taux d'encadrement nettement supérieur à la moyenne d'ensemble, en hausse sensible les deux dernières années.
- Une proportion de CDD nettement inférieure à la moyenne d'ensemble, en baisse marquée depuis trois ans.

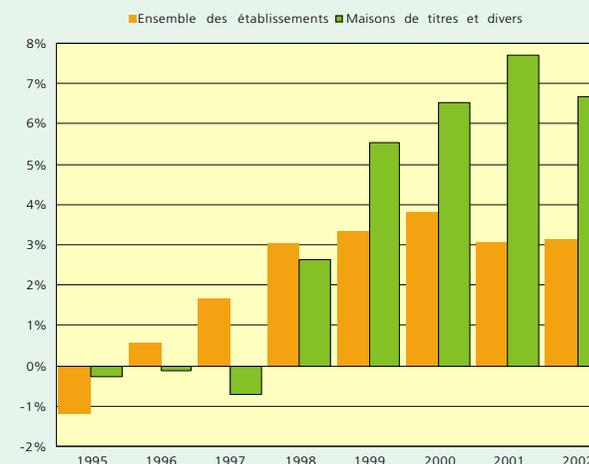
Evolution de la part des licenciements économiques (en % des fins de CDI)



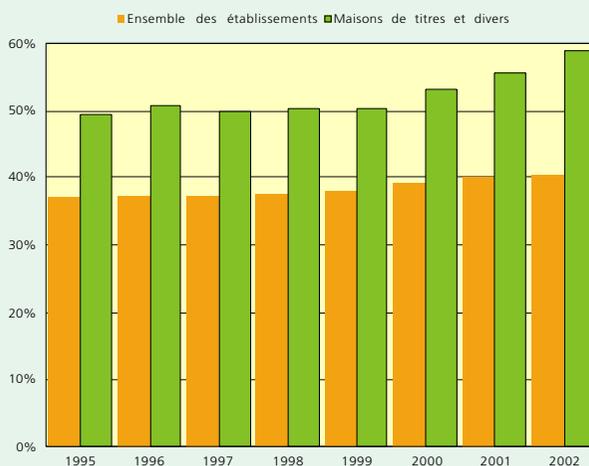
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T1 (T1 : tous contrats confondus)



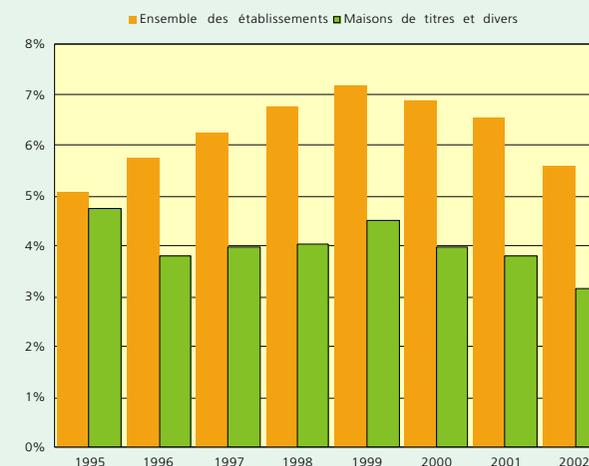
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T2 (T2 : CDI seuls)



Evolution du taux d'encadrement (part des cadres en % de l'effectif total)



Evolution de la part des CDD (en % de l'effectif total)



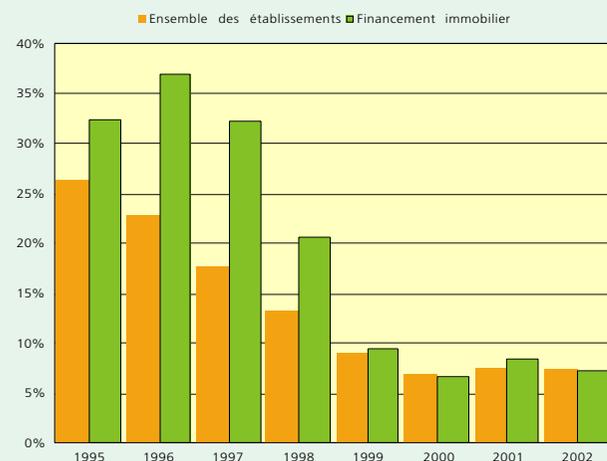
* 5 indicateurs ont été retenus (taux annuel d'évolution des effectifs - tous contrats confondus et CDI seuls -, part des licenciements économiques dans les fins de CDI, taux d'encadrement, évolution de la part des CDD), pour chacune des 7 grandes catégories d'établissements (financements classiques d'équipement, crédits renouvelables, maisons de titres et divers, affacturage, financement immobilier, crédit-bail mobilier et crédit-bail immobilier), chacune de celles-ci étant comparée à la moyenne d'ensemble. Il s'agit d'indications en termes de tendance : les données graphiques sont des moyennes mobiles sur 3 ans.

Quelques grandes tendances* récentes d'évolution par type d'activité dominante

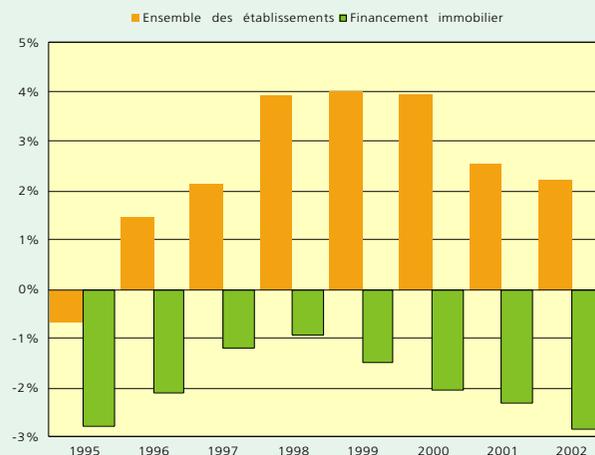
Les établissements spécialisés dans le financement immobilier

- Etablissements de taille relativement importante en termes d'effectifs : 141 salariés en moyenne sur les dix dernières années sur la base d'un effectif moyen de 100 pour l'ensemble de la profession.
- Une évolution des effectifs particulièrement peu favorable, en baisse continue sur toute la période, quel que soit le type de contrat considéré.
- Une proportion de licenciements économiques en recul, mais presque toujours supérieure à la moyenne d'ensemble pendant la plus grande partie de la période.
- Un taux d'encadrement en léger recul - c'est la seule catégorie où ce phénomène apparaît - mais toujours supérieur à la moyenne d'ensemble.
- Une proportion de CDD inférieure à la moyenne d'ensemble et en baisse sensible sur les quatre dernières années.

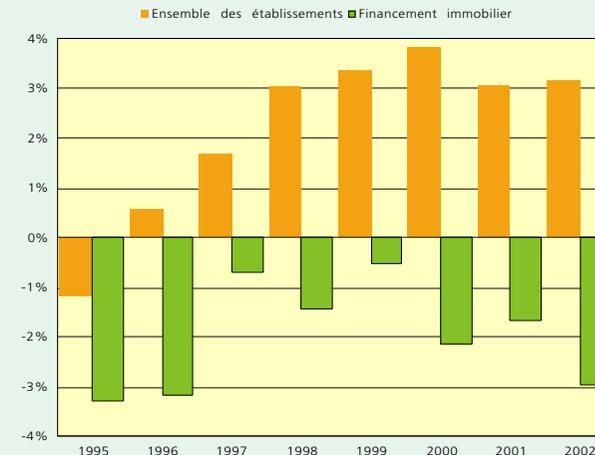
Evolution de la part des licenciements économiques (en % des fins de CDI)



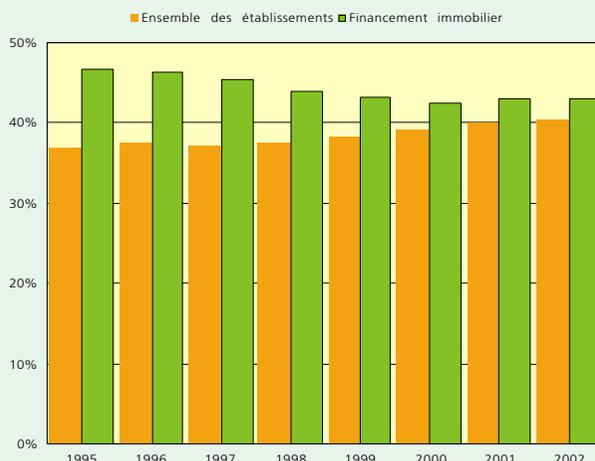
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T1 (T1 : tous contrats confondus)



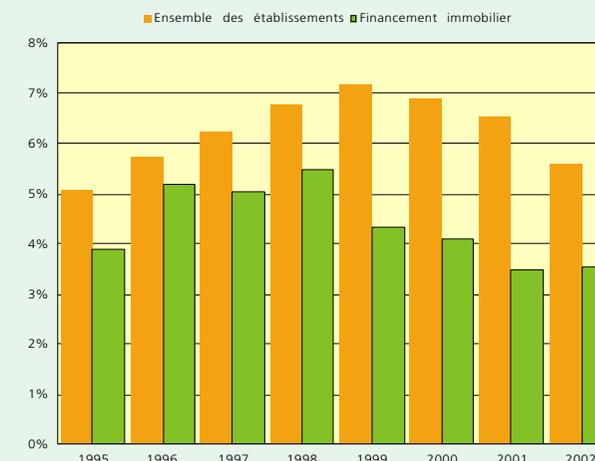
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T2 (T2 : CDI seuls)



Evolution du taux d'encadrement (part des cadres en % de l'effectif total)



Evolution de la part des CDD (en % de l'effectif total)



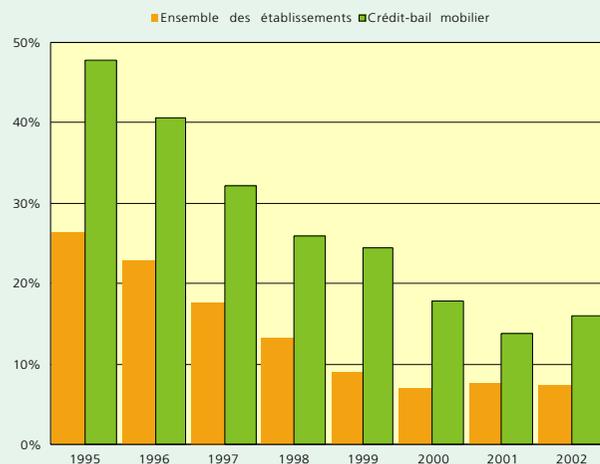
* 5 indicateurs ont été retenus (taux annuel d'évolution des effectifs - tous contrats confondus et CDI seuls -, part des licenciements économiques dans les fins de CDI, taux d'encadrement, évolution de la part des CDD), pour chacune des 7 grandes catégories d'établissements (financements classiques d'équipement, crédits renouvelables, maisons de titres et divers, affacturation, financement immobilier, crédit-bail mobilier et crédit-bail immobilier), chacune de celles-ci étant comparée à la moyenne d'ensemble. Il s'agit d'indications en termes de tendance : les données graphiques sont des moyennes mobiles sur 3 ans.

Quelques grandes tendances* récentes d'évolution par type d'activité dominante

Les établissements spécialisés dans le crédit-bail mobilier

- Etablissements de petite taille en termes d'effectifs : 58 salariés en moyenne sur les dix dernières années sur la base d'un effectif moyen de 100 pour l'ensemble de la profession.
- Après plusieurs années de fort recul, l'évolution des effectifs redevient positive mais fléchit à nouveau en 2002, quel que soit le type de contrat.
- Encore le plus fort taux de licenciements économiques - très supérieur à la moyenne d'ensemble pendant toute la période - malgré un recul spectaculaire (plus de 30 points).
- Un taux d'encadrement en hausse continue (+22 points sur l'ensemble de la période), très sensiblement supérieur à la moyenne d'ensemble depuis les sept dernières années.
- Une proportion de CDD qui fléchit plus tardivement que pour la moyenne d'ensemble.

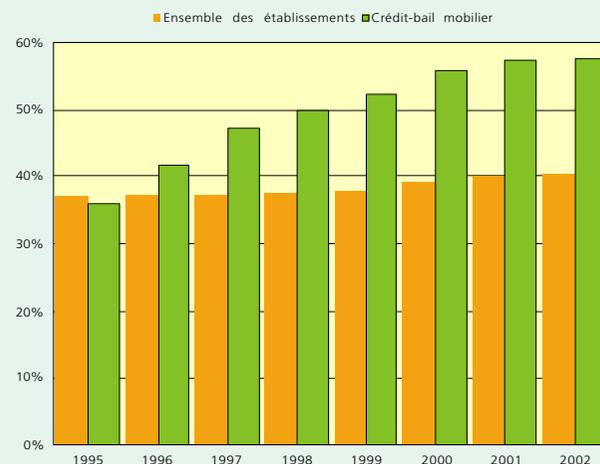
Evolution de la part des licenciements économiques (en % des fins de CDI)



Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T1 (T1 : tous contrats confondus)



Evolution du taux d'encadrement (part des cadres en % de l'effectif total)



Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T2 (T2 : CDI seuls)



Evolution de la part des CDD (en % de l'effectif total)



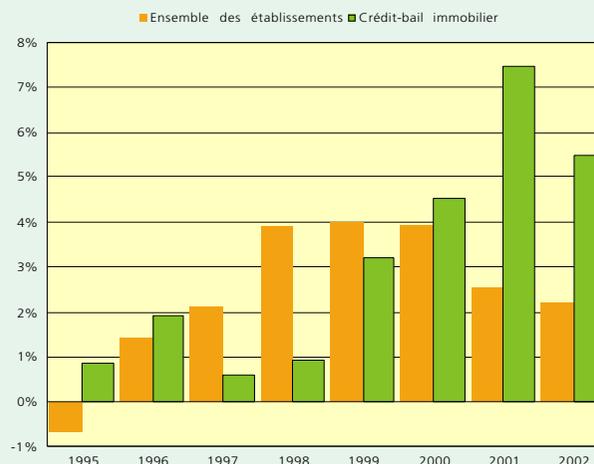
* 5 indicateurs ont été retenus (taux annuel d'évolution des effectifs - tous contrats confondus et CDI seuls -, part des licenciements économiques dans les fins de CDI, taux d'encadrement, évolution de la part des CDD), pour chacune des 7 grandes catégories d'établissements (financements classiques d'équipement, crédits renouvelables, maisons de titres et divers, affacturage, financement immobilier, crédit-bail mobilier et crédit-bail immobilier), chacune de celles-ci étant comparée à la moyenne d'ensemble. Il s'agit d'indications en termes de tendance : les données graphiques sont des moyennes mobiles sur 3 ans.

Quelques grandes tendances* récentes d'évolution par type d'activité dominante

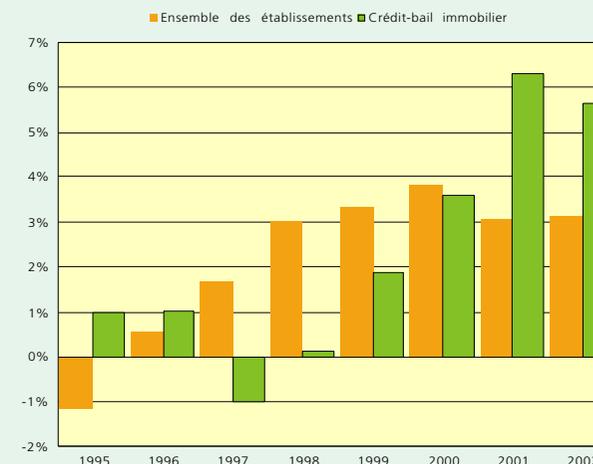
Les établissements spécialisés dans le crédit-bail immobilier

- Ce sont les établissements de plus petite taille en termes d'effectifs : 14 salariés en moyenne sur les dix dernières années sur la base d'un effectif moyen de 100 pour l'ensemble de la profession.
- Après un net ralentissement, l'évolution des effectifs est redevenue plus favorable que la moyenne d'ensemble.
- Très forte baisse des licenciements économiques au cours des trois dernières années pour aboutir à un niveau nul en 2002.
- Le taux d'encadrement le plus élevé de toutes les catégories d'établissements.
- Une proportion de CDD toujours très nettement inférieure à la moyenne d'ensemble.

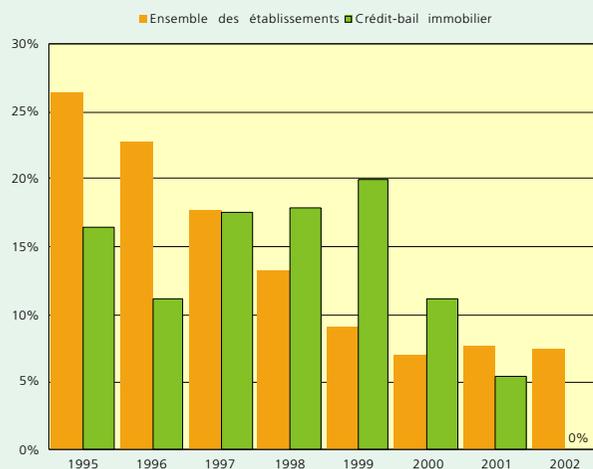
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T1
(T1 : tous contrats confondus)



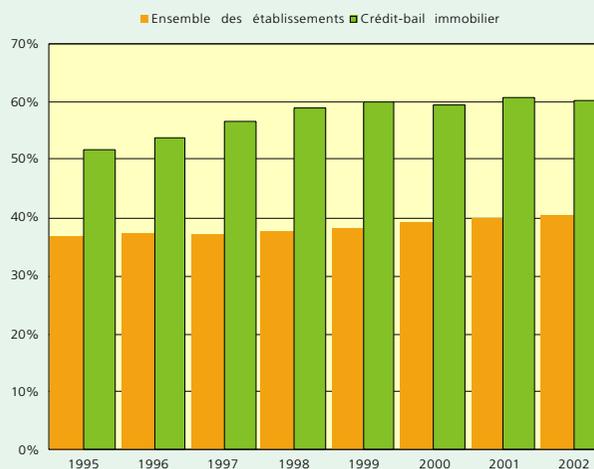
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T2
(T2 : CDI seuls)



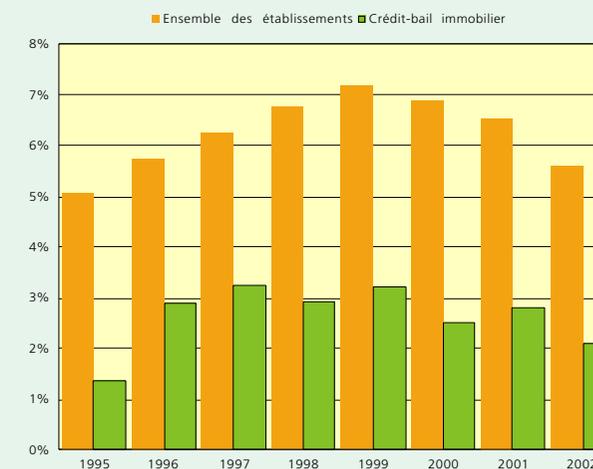
Evolution de la part des licenciements économiques
(en % des fins de CDI)



Evolution du taux d'encadrement
(part des cadres en % de l'effectif total)



Evolution de la part des CDD
(en % de l'effectif total)



* 5 indicateurs ont été retenus (taux annuel d'évolution des effectifs - tous contrats confondus et CDI seuls -, part des licenciements économiques dans les fins de CDI, taux d'encadrement, évolution de la part des CDD), pour chacune de 7 grandes catégories d'établissements (financements classiques d'équipement, crédits renouvelables, maisons de titres et divers, affacturage, financement immobilier, crédit-bail mobilier et crédit-bail immobilier), chacune de celles-ci étant comparée à la moyenne d'ensemble. Il s'agit d'indications en termes de tendance : les données graphiques sont des moyennes mobiles sur 3 ans.

3 - L'état des salaires réels

Les salaires réels au 1er janvier 2003

(salaires annuels, hors prime d'ancienneté)

Données de base par coefficients hiérarchiques et par sexes

(données établies sur la base d'un échantillon de 63 établissements regroupant 60% de l'effectif total de la profession)

Montants
en Euros
(€)

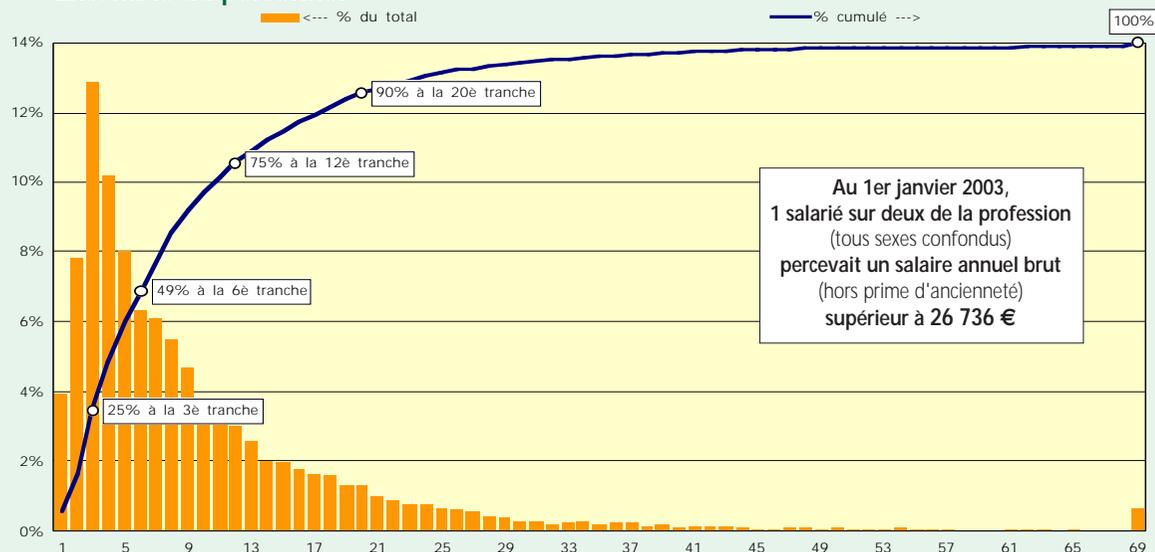
		Ensemble du personnel					Personnel masculin seul					Personnel féminin seul				
		Nombre de salariés par coefficient	Salaire médian	Salaire moyen pondéré	Salaire moyen pondéré du 1er décile	Salaire moyen pondéré du 10ème décile	Nombre de salariés par coefficient	Salaire médian	Salaire moyen pondéré	Salaire moyen pondéré du 1er décile	Salaire moyen pondéré du 10ème décile	Nombre de salariées par coefficient	Salaire médian	Salaire moyen pondéré	Salaire moyen pondéré du 1er décile	Salaire moyen pondéré du 10ème décile
				(1)	(2)	(3)			(1)	(2)	(3)			(1)	(2)	(3)
Non-cadres	C 150	97	16 448	17 941	14 429	25 038	26	17 919	18 664	14 417	25 663	71	16 448	17 676	14 434	24 770
	C 165	65	15 961	16 695	14 858	22 074	17	16 221	17 406	15 319	23 773	48	15 905	16 444	14 788	20 585
	C 180	310	16 328	17 188	14 652	22 601	60	16 332	17 352	14 635	22 802	250	16 327	17 148	14 656	22 377
	C 195	1131	17 858	18 609	15 625	24 340	283	18 261	18 865	16 118	24 328	848	17 858	18 523	15 500	24 342
	C 210	735	20 723	20 760	16 070	26 527	176	21 440	21 426	16 438	27 043	559	20 496	20 550	15 986	26 279
	C 225	1373	19 562	20 435	17 134	27 340	308	20 214	21 415	17 375	29 145	1065	19 430	20 152	17 073	26 453
	C 240	1134	20 966	22 049	18 041	29 536	269	21 309	22 166	18 358	29 284	865	20 858	22 013	17 953	29 612
	C 255	1144	22 288	22 974	18 829	30 430	239	22 868	23 400	18 768	30 637	905	22 115	22 861	18 846	30 374
	C 275	517	25 644	25 456	18 704	33 111	125	25 919	26 362	19 034	37 398	392	25 271	25 167	18 563	31 838
	C 295	799	26 469	26 179	19 056	33 422	179	26 834	26 939	20 481	33 856	620	26 215	25 960	18 872	33 278
Cadres	C 310	706	26 265	27 135	20 122	36 505	204	25 093	26 471	20 315	37 229	502	26 718	27 404	20 031	36 253
	C 325	189	29 105	29 717	20 453	39 096	59	28 835	29 805	21 066	40 428	130	29 916	29 677	20 287	38 329
	C 340	338	27 121	28 992	21 552	41 678	108	28 056	29 967	22 833	42 690	230	26 539	28 533	21 204	41 185
	C 300	238	28 757	29 825	22 930	39 065	126	30 000	30 675	23 195	40 770	112	28 370	28 868	22 621	36 346
	C 360	751	31 232	32 780	23 092	50 827	348	32 390	34 603	24 190	57 275	403	30 352	31 206	22 435	44 393
	C 400	1708	34 598	36 325	25 038	57 967	895	35 921	38 090	25 603	63 816	813	33 345	34 382	24 567	50 725
	C 450	837	41 899	45 425	29 704	83 102	469	43 888	47 750	31 381	89 870	368	39 469	42 461	28 466	73 168
	C 550	1032	46 994	49 159	34 662	79 161	635	48 510	51 143	36 264	86 111	397	44 501	45 986	33 380	67 145
	C 625	301	54 091	58 131	41 115	99 609	171	58 203	63 131	42 971	112 783	130	49 364	51 553	39 911	73 953
	C 700	515	59 592	64 117	44 132	115 780	375	61 078	63 614	44 192	103 078	140	56 464	65 463	44 050	149 351
C 850	289	70 826	77 974	52 005	142 563	221	71 838	79 506	52 390	149 865	68	68 219	72 997	51 215	118 351	
C 900	347	102 327	139 165	66 685	430 014	300	103 985	142 997	67 281	452 462	47	94 906	114 699	65 107	281 403	
		14 556					5 593					8 963				

(1) Pondération par le nombre de salarié(e)s concerné(e)s.
 (2) 10% des salarié(e)s les moins rémunéré(e)s du coefficient.
 (3) 10% des salarié(e)s les plus rémunéré(e)s du coefficient.

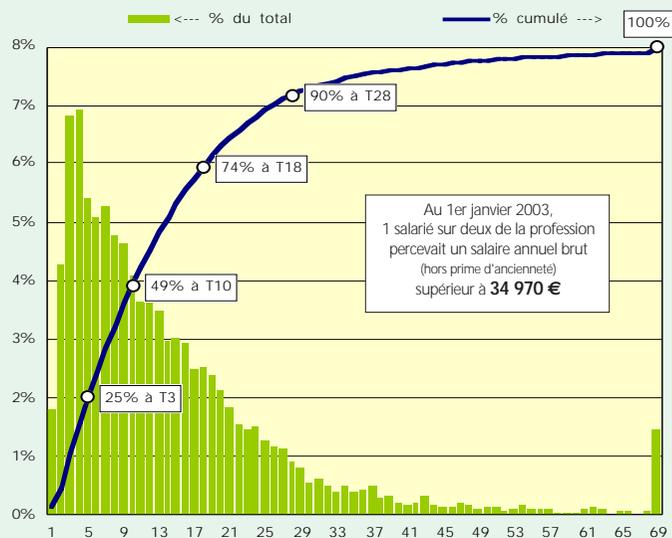
Profil des salaires réels*

(en % de l'effectif total considéré)

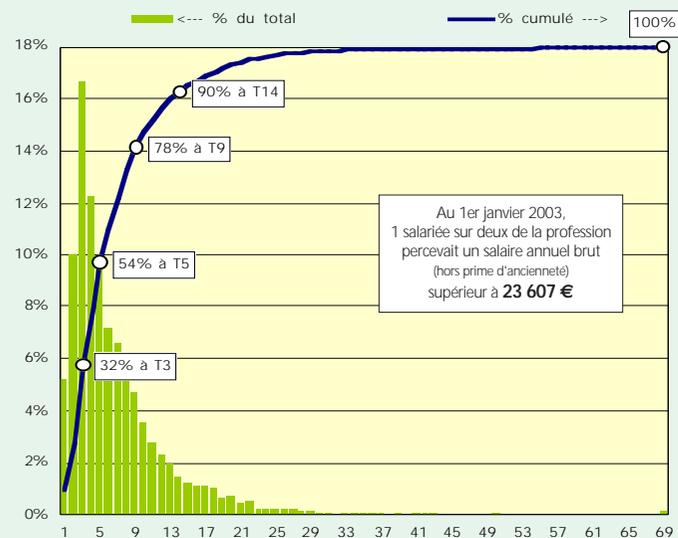
Ensemble du personnel



Personnel masculin seul



Personnel féminin seul



* En abscisse, tranches de salaires (69 tranches, voir détails tableau page précédente).

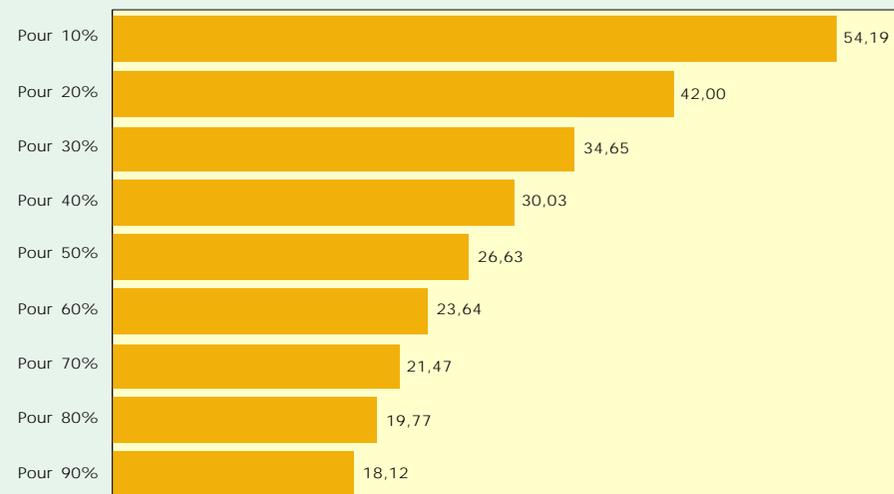
La structure décilaire des salaires

Chacune des populations concernées (population totale et/ou population de chacune des catégories hiérarchiques de la Convention Collective) a été segmentée en déciles (10% de la population). Pour chacun de ces déciles a été recherchée le salaire en constituant la limite.

Exemple de lecture des graphiques : au sein du personnel non-cadre (voir graphique ci-dessous), dans la catégorie du personnel très qualifié (C255 à C295), le salaire annuel est supérieur à 25 002 € pour 40% de l'effectif total de cette catégorie.

La structure décilaire de l'effectif total par tranches de salaires

(Salaire annuel en milliers d'euros, base janvier 2003, hors prime d'ancienneté)



La structure décilaire des effectifs par tranches de salaires et catégories hiérarchiques de la Convention Collective

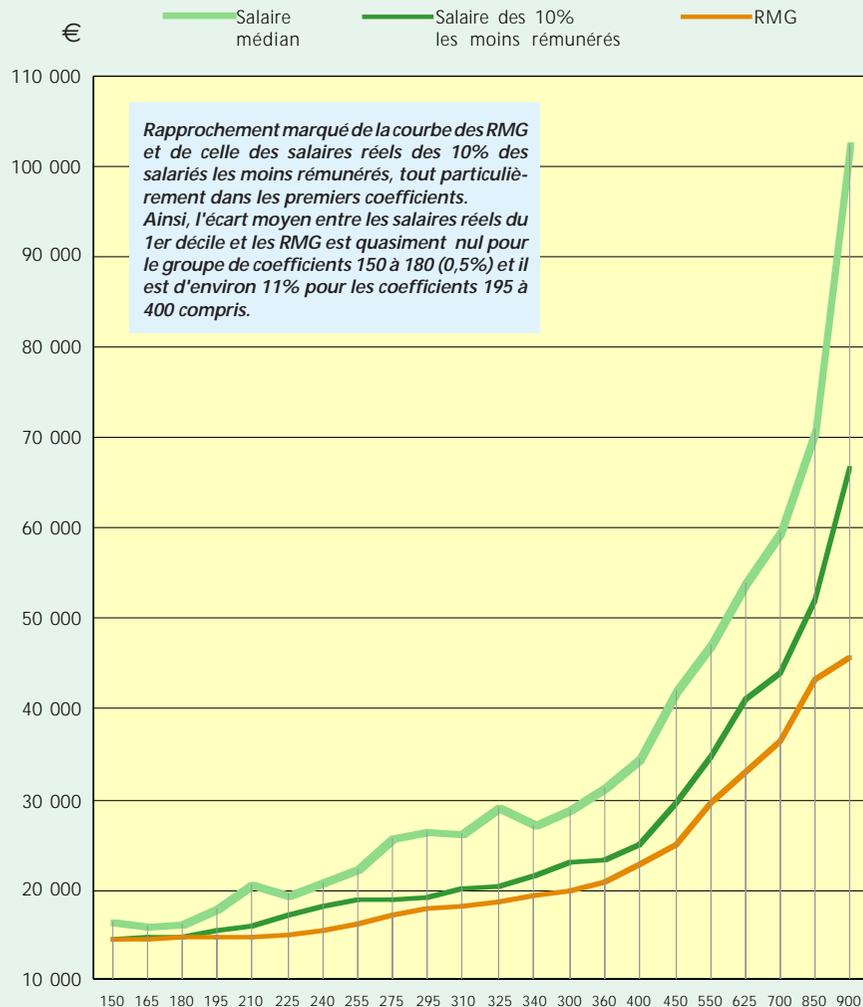
(Salaire annuel en milliers d'euros, base janvier 2003, hors prime d'ancienneté)

	Personnel non-cadre				Personnel cadre		
	Personnel d'exécution (C150 à C180)	Personnel qualifié (C195 à C240)	Personnel très qualifié (C255 à C295)	Personnel supérieur (C310 à C340)	Cadres débutants et cadres (C300 et C360 à C400)	Cadres confirmés (C450 à C850)	Cadres supérieurs (C900)
Pour 10%	20,8	25,0	30,5	36,0	44,6	72,8	213,5
Pour 20%	18,7	22,8	28,5	33,0	39,6	63,6	152,0
Pour 30%	17,1	21,9	26,6	30,7	36,8	57,6	125,3
Pour 40%	16,5	20,5	25,0	28,8	34,8	53,4	111,1
Pour 50%	16,3	19,7	23,8	27,2	33,1	49,8	102,3
Pour 60%	16,3	19,0	22,6	25,6	31,4	46,7	94,9
Pour 70%	16,2	18,5	21,6	24,1	29,7	43,6	88,5
Pour 80%	15,8	17,9	20,6	22,8	28,0	40,2	82,2
Pour 90%	14,8	16,8	19,8	21,5	26,1	36,6	73,2

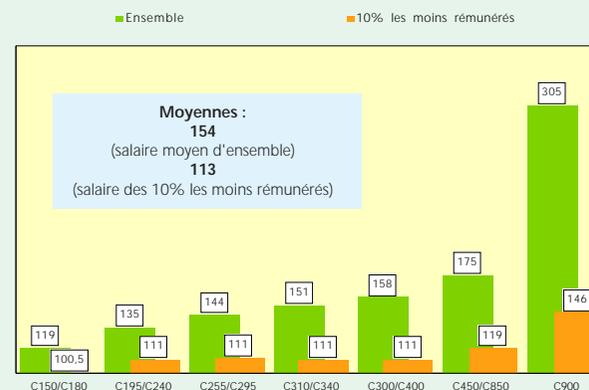
Les salaires réels et les rémunérations minimales garanties

Au 1er janvier 2003, les **salaires réels** (sur la base du salaire médian) étaient **en moyenne supérieurs de 47% aux rémunérations minimales garanties**. Cet écart varie selon le sexe (en moyenne de 50% pour les hommes et 43% pour les femmes) et selon la qualification (33% pour les non-cadres et 65% pour les cadres), il culmine à 125% au coefficient 900 (cadres supérieurs).

Profil des salaires réels et des rémunérations minimales garanties par coefficients hiérarchiques

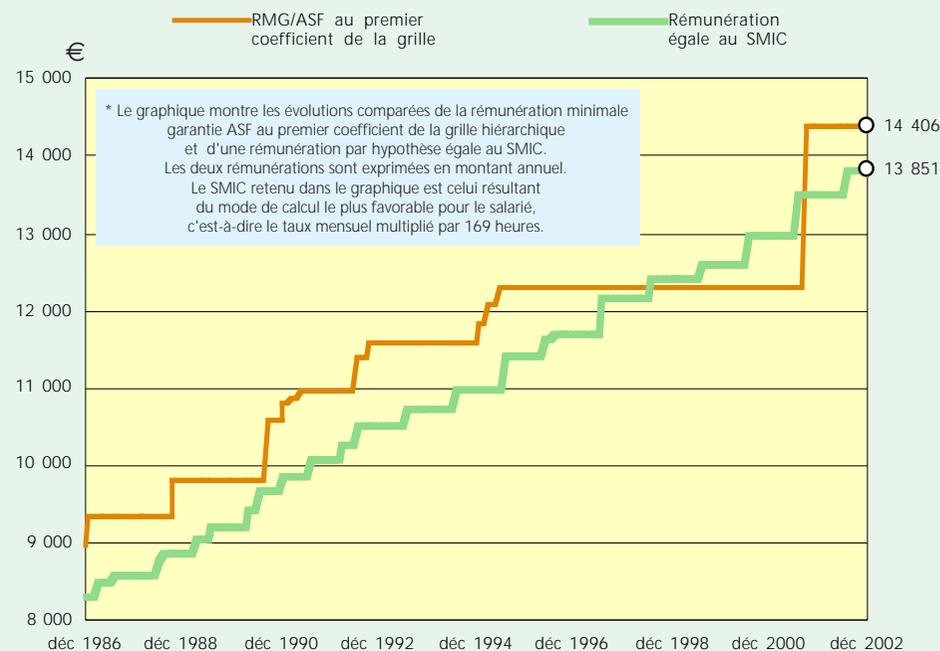


Ecart entre les salaires réels et les rémunérations minimales garanties*



* Ecart entre les salaires réels moyens (et ceux des 10% des salariés les moins rémunérés) et les rémunérations minimales garanties (résultant de l'accord du 17 juillet 2001). Pour chaque coefficient hiérarchique, la rémunération minimale garantie est prise pour base 100.

Rémunération minimale garantie ASF et SMIC*



4 - La formation professionnelle continue

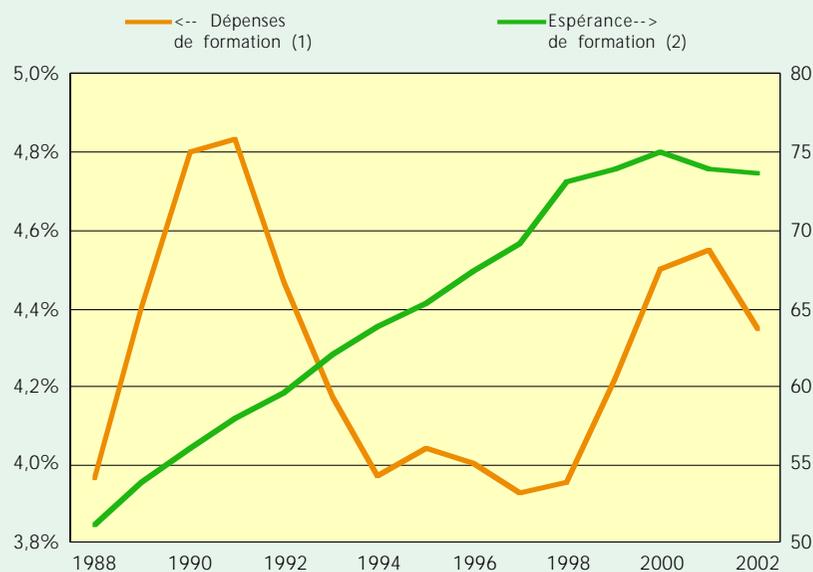
L'évolution de la formation professionnelle : moyens financiers et bénéficiaires au cours des dernières années

Pour la troisième année consécutive, l'effort financier de formation de la profession se contracte légèrement: il s'établit en moyenne à **3,90%** de la masse salariale, en repli de **-0,23 point**, après une baisse de -0,2 et -0,5 point les deux années précédentes. On notera que le recul d'ensemble est lié à celui constaté dans les établissements de taille moyenne et importante (-0,31 point pour ceux de plus de 500 salariés et -0,14 point pour ceux de 50 à 499 salariés), puisque les dépenses de formation des sociétés à petit effectif (moins de 50 salariés), bien que modestes, sont à l'inverse en très légère progression par rapport à 2001 (+0,14 point). L'effort financier le plus important est celui fourni par les établissements spécialisés dans les crédits renouvelables (5,59% de la masse salariale) et ceux spécialisés dans le financement de l'immobilier (5,11%).

La proportion de salariés de la profession ayant bénéficié, au cours de l'année 2002, d'au moins une action de formation, est également en recul : -3,2 points à 70,7%.

La règle selon laquelle l'effort de formation progresse à mesure que l'effectif augmente est une nouvelle fois avérée : en termes de moyens financiers, cet effort s'accroît de 1,73% pour les sociétés de moins de 50 salariés à 4,19% pour celles de 500 salariés et plus en passant par 3,53% pour celles de 50 à 499 salariés. La proportion de stagiaires augmente elle aussi, de 47% dans les sociétés de moins de 50 salariés à près de 74% dans celles de 500 salariés et plus.

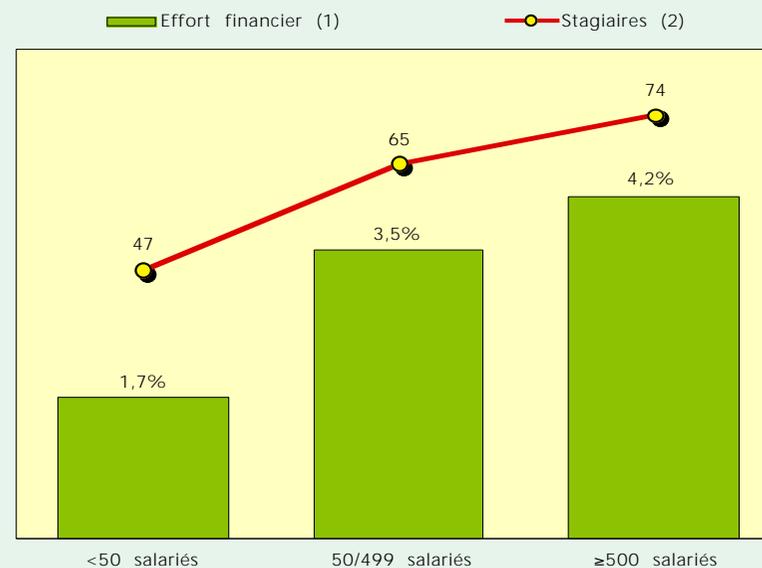
Moyens financiers et bénéficiaires de la formation : l'évolution sur les quinze dernières années



(1) En % de la masse salariale. Moyenne mobile sur 3 ans.

(2) Nombre de salariés ayant suivi au moins un stage au cours de l'année (pour 100 salariés). Moyenne mobile sur 3 ans.

La formation en 2002 selon la taille des sociétés



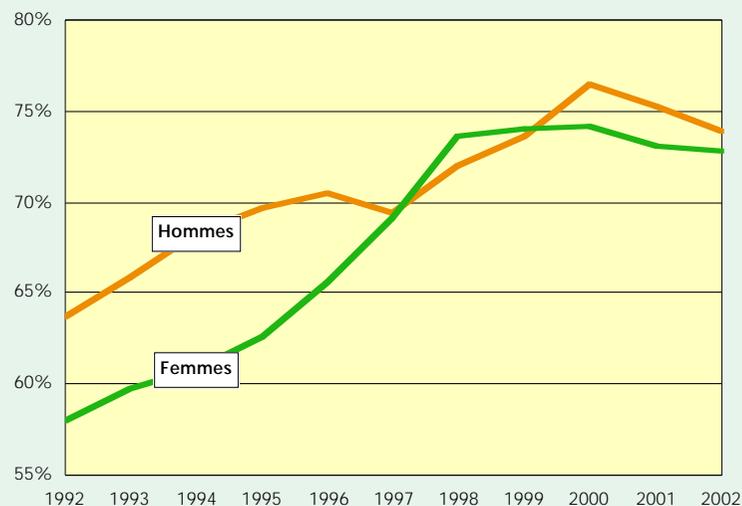
(1) En % de la masse salariale.

(2) Nombre de salariés ayant suivi au moins un stage au cours de l'année (pour 100 salariés).

Les bénéficiaires de la formation

- Evolution d'ensemble** : En 2002, **71%** des salariés de la profession ont suivi au moins un stage de formation au cours de l'année contre 64% dix ans auparavant. La tendance de la dernière décennie est celle d'un accroissement nettement plus rapide de l'"espérance de formation" chez les femmes que chez les hommes et chez les non-cadres que chez les cadres, créant ainsi les conditions d'une situation plus équilibrée qui tend depuis plusieurs années à se stabiliser.
- Analyse par sexes** : Sur les quinze dernières années, la proportion de salariés **hommes** ayant suivi au moins un stage de formation au cours de l'année est passée de 55% à **71%** (soit un gain de seize points), mais on notera qu'après avoir connu un "pic" dans les années 1998 / 2000, cette proportion tend depuis deux ans à fléchir. Pour les salariées **femmes**, cette proportion est passée de 54% à **70%** (soit un écart de même amplitude que pour les hommes) ; là aussi, un certain fléchissement est perceptible dans la dernière période. Depuis six ans maintenant, l'"espérance de formation" des femmes est très proche de celle des hommes.
- Analyse par qualification** : Au cours de la même période, la proportion de salariés **cadres** ayant suivi au moins un stage de formation au cours de l'année est passée de 65% à **70%** - avec un "pic" marqué dans la période 1998 / 2000, suivi d'un fléchissement -. Ces taux sont respectivement de 51% et **71%** pour les **non-cadres** (soit un gain de vingt points en quinze ans). Là aussi, la tendance de fond fait apparaître un rééquilibrage entre les deux catégories.

L'évolution de la proportion de stagiaires selon le sexe*



* En % de l'effectif de chaque sexe. Moyennes mobiles sur trois ans.

L'évolution de la proportion de stagiaires selon la qualification*



* En % de l'effectif de chaque catégorie hiérarchique. Moyennes mobiles sur trois ans.

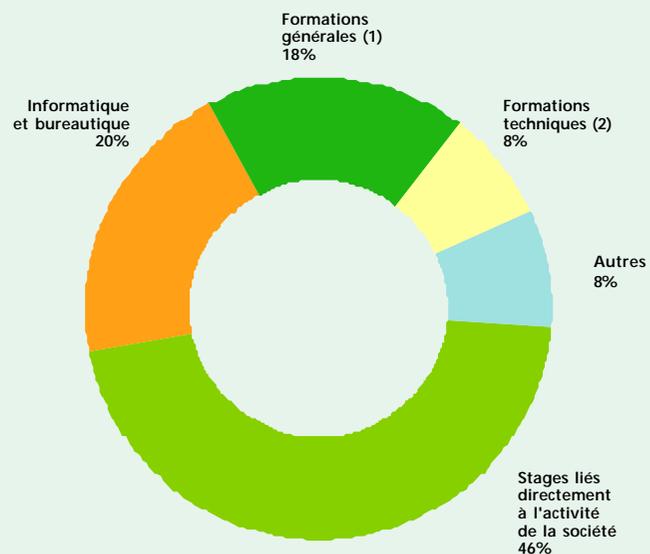
Le contenu et la réalisation de la formation

Le **nombre d'heures-stagiaires** est globalement en **léger recul** (-7%). Cette contraction s'observe dans les entreprises de plus de 50 salariés mais pas dans les plus petits établissements où le nombre d'heures-stagiaires croît à l'inverse de +18%. La situation diffère également selon le type d'activité exercée : le repli atteint -20% dans les établissements spécialisés dans le financement de l'équipement mais n'est que de -0,9% dans ceux spécialisés dans les crédits renouvelables. Le nombre d'heures-stagiaires augmente en revanche dans tous les autres établissements, avec une pointe à +12,5% dans l'affacturage. La **durée moyenne** des stages est en **forte augmentation** (après le recul de l'année précédente) : +24%, à près de 15 heures.

La **composition des stages** par grands thèmes est la suivante en 2002 :

- La part des formations directement liées à l'**activité de la société** est de **46,5%**, en faible hausse par rapport à l'année précédente. Ce type de stages est particulièrement développé dans les entreprises de plus de 50 salariés (environ 48%), mais sa part tombe à 26% dans les petits établissements de moins de 50 salariés. L'importance de ces stages se manifeste surtout dans les établissements spécialisés dans le financement immobilier et les crédits renouvelables (entre 55 et 60% du total).
- Les stages d'**informatique** et de bureautique représentent cette année **12%** du total, en très fort recul par rapport à 2001 (leur part est divisée par deux). Ce recul est quasiment général, à l'exception des sociétés d'affacturage, où la proportion demeure relativement stable à 19%.
- Les stages de **formation générale** (expression, communication, langues vivantes) entrent pour **23,5%** dans l'ensemble, en légère augmentation par rapport à 2001 (+3 points). On notera que cette part atteint 42% dans les sociétés de moins de 50 salariés.
- Les formations **techniques** (comptable, économique, fiscale et juridique) composent **8%** du total des heures-stagiaires, en légère progression. Cette part culmine à 17% dans les sociétés d'affacturage.
- Des **formations diverses** représentent **9,5%** du total (+0,7 point).

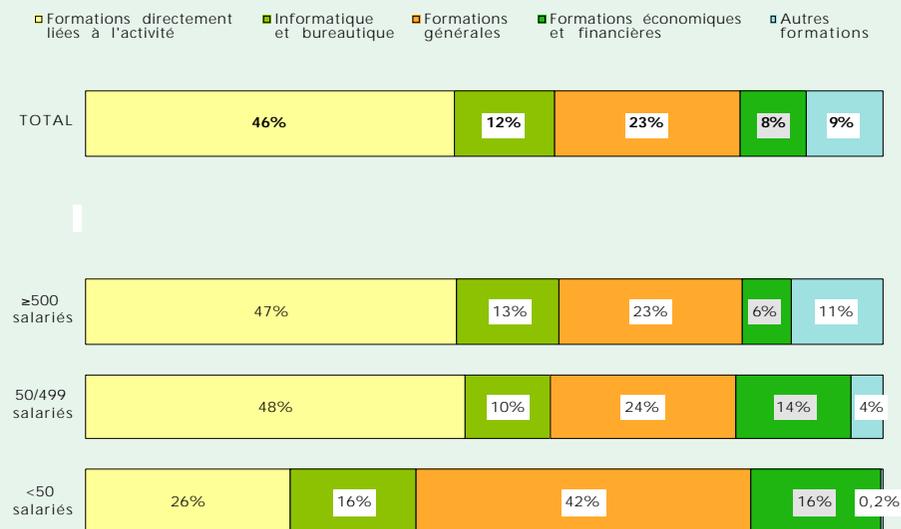
Composition moyenne des stages* de 1992 à 2002



(1) Expression, communication, langues vivantes, etc.
 (2) Formations comptable, économique, fiscale et juridique.

* Pour 100 heures-stagiaires.

Composition des stages en 2002 selon la taille des entreprises*



* Pour 100 heures-stagiaires.

Annexes

- Données chiffrées -

	Pages
Annexes 1 à 4 : Structure de l'emploi	39 à 41
Annexes 5 à 7 : Flux d'effectifs	42 à 47
Annexe 8 : Formation professionnelle	48 et 49

Annexe 1

 La répartition de l'effectif total
par coefficients hiérarchiques*

Coefficients hiérarchiques	En valeur absolue	En % du total	En % cumulé
C 150	68	0,7%	0,7%
C 165	46	0,5%	1,1%
C 180	212	2,1%	3,3%
C 195	775	7,8%	11,0%
C 210	502	5,0%	16,0%
C 225	941	9,4%	25,4%
C 240	780	7,8%	33,2%
C 255	782	7,8%	41,1%
C 275	359	3,6%	44,7%
C 295	548	5,5%	50,1%
C 310	485	4,9%	55,0%
C 325	131	1,3%	56,3%
C 340	236	2,4%	58,7%
C 300	129	1,3%	59,9%
C 360	551	5,5%	65,5%
C 400	1170	11,7%	77,2%
C 450	573	5,7%	82,9%
C 550	711	7,1%	90,0%
C 625	206	2,1%	92,1%
C 700	354	3,5%	95,6%
C 850	200	2,0%	97,6%
C 900	241	2,4%	100,0%
Total	10 000	100,0%	

Annexe 2

 La répartition de l'effectif total
par coefficients hiérarchiques et par sexes*

Coefficients hiérarchiques	Hommes		Femmes		TOTAL	
	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient
C 150	19	27,9%	49	72,1%	68	100,0%
C 165	12	26,1%	34	73,9%	46	100,0%
C 180	40	18,9%	172	81,1%	212	100,0%
C 195	194	25,0%	581	75,0%	775	100,0%
C 210	120	23,9%	382	76,1%	502	100,0%
C 225	211	22,4%	730	77,6%	941	100,0%
C 240	186	23,8%	594	76,2%	780	100,0%
C 255	164	21,0%	618	79,0%	782	100,0%
C 275	88	24,5%	271	75,5%	359	100,0%
C 295	123	22,4%	425	77,6%	548	100,0%
C 310	141	29,1%	344	70,9%	485	100,0%
C 325	41	31,3%	90	68,7%	131	100,0%
C 340	76	32,2%	160	67,8%	236	100,0%
C 300	72	55,8%	57	44,2%	129	100,0%
C 360	254	46,1%	297	53,9%	551	100,0%
C 400	613	52,4%	557	47,6%	1170	100,0%
C 450	320	55,8%	253	44,2%	573	100,0%
C 550	438	61,6%	273	38,4%	711	100,0%
C 625	116	56,3%	90	43,7%	206	100,0%
C 700	257	72,6%	97	27,4%	354	100,0%
C 850	153	76,5%	47	23,5%	200	100,0%
C 900	208	86,3%	33	13,7%	241	100,0%
Total	3 846	38,5%	6 154	61,5%	10 000	100,0%

* Données établies sur la base d'un échantillon de 63 établissements regroupant 60% de l'effectif total de la profession. Données exprimées sur la base de 10 000 salariés.

Annexe 3
La composition des coefficients hiérarchiques selon l'âge*

Coefficients hiérarchiques	Moins de 25 ans		De 25 à 40 ans		De 41 à 55 ans		Plus de 55 ans		TOTAL	
	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient
C 150	16	23,5%	27	39,7%	21	30,9%	4	5,9%	68	100,0%
C 165	8	17,4%	33	71,7%	5	10,9%			46	100,0%
C 180	67	31,6%	104	49,1%	36	17,0%	5	2,4%	212	100,0%
C 195	162	20,9%	510	65,8%	96	12,4%	7	0,9%	775	100,0%
C 210	61	12,2%	336	66,9%	96	19,1%	9	1,8%	502	100,0%
C 225	43	4,6%	703	74,7%	179	19,0%	16	1,7%	941	100,0%
C 240	84	10,8%	524	67,2%	158	20,3%	14	1,8%	780	100,0%
C 255	23	2,9%	531	67,9%	207	26,5%	21	2,7%	782	100,0%
C 275	11	3,1%	229	63,8%	112	31,2%	7	1,9%	359	100,0%
C 295	18	3,3%	306	55,8%	206	37,6%	18	3,3%	548	100,0%
C 310	19	3,9%	280	57,7%	175	36,1%	11	2,3%	485	100,0%
C 325	1	0,8%	55	42,0%	71	54,2%	4	3,1%	131	100,0%
C 340	1	0,4%	130	55,1%	92	39,0%	13	5,5%	236	100,0%
C 300	19	14,7%	108	83,7%	2	1,6%			129	100,0%
C 360	12	2,2%	454	82,4%	84	15,2%	1	0,2%	551	100,0%
C 400	18	1,5%	809	69,1%	322	27,5%	21	1,8%	1170	100,0%
C 450			393	68,6%	171	29,8%	9	1,6%	573	100,0%
C 550			313	44,0%	353	49,6%	45	6,3%	711	100,0%
C 625			110	53,4%	89	43,2%	7	3,4%	206	100,0%
C 700			143	40,4%	189	53,4%	22	6,2%	354	100,0%
C 850			55	27,5%	123	61,5%	22	11,0%	200	100,0%
C 900			45	18,7%	156	64,7%	40	16,6%	241	100,0%
Total	563	5,6%	6 198	62,0%	2 943	29,4%	296	3,0%	10 000	100,0%

* Données établies sur la base d'un échantillon de 63 établissements regroupant 60% de l'effectif total de la profession. Données exprimées sur la base de 10 000 salariés.

Annexe 4

La composition des coefficients hiérarchiques selon l'ancienneté*

Coefficients hiérarchiques	Moins de 3 ans		De 3 à 10 ans		De 11 à 15 ans		Plus de 15 ans		TOTAL	
	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient
C 150	35	51,5%	14	20,6%	6	8,8%	13	19,1%	68	100,0%
C 165	13	28,3%	27	58,7%	3	6,5%	3	6,5%	46	100,0%
C 180	130	61,3%	38	17,9%	18	8,5%	26	12,3%	212	100,0%
C 195	498	64,3%	169	21,8%	41	5,3%	67	8,6%	775	100,0%
C 210	187	37,3%	189	37,6%	50	10,0%	76	15,1%	502	100,0%
C 225	147	15,6%	501	53,2%	161	17,1%	132	14,0%	941	100,0%
C 240	213	27,3%	282	36,2%	156	20,0%	129	16,5%	780	100,0%
C 255	89	11,4%	328	41,9%	168	21,5%	197	25,2%	782	100,0%
C 275	71	19,8%	131	36,5%	52	14,5%	105	29,2%	359	100,0%
C 295	73	13,3%	167	30,5%	108	19,7%	200	36,5%	548	100,0%
C 310	92	19,0%	143	29,5%	87	17,9%	163	33,6%	485	100,0%
C 325	7	5,3%	26	19,8%	30	22,9%	68	51,9%	131	100,0%
C 340	19	8,1%	69	29,2%	59	25,0%	89	37,7%	236	100,0%
C 300	129	100,0%							129	100,0%
C 360	164	29,8%	257	46,6%	77	14,0%	53	9,6%	551	100,0%
C 400	256	21,9%	493	42,1%	200	17,1%	221	18,9%	1170	100,0%
C 450	113	19,7%	271	47,3%	98	17,1%	91	15,9%	573	100,0%
C 550	57	8,0%	224	31,5%	184	25,9%	246	34,6%	711	100,0%
C 625	29	14,1%	85	41,3%	57	27,7%	35	17,0%	206	100,0%
C 700	45	12,7%	104	29,4%	101	28,5%	104	29,4%	354	100,0%
C 850	21	10,5%	55	27,5%	49	24,5%	75	37,5%	200	100,0%
C 900	26	10,8%	69	28,6%	43	17,8%	103	42,7%	241	100,0%
Total	2 414	24,1%	3 642	36,4%	1 748	17,5%	2 196	22,0%	10 000	100,0%

* Données établies sur la base d'un échantillon de 63 établissements regroupant 60% de l'effectif total de la profession. Données exprimées sur la base de 10 000 salariés.

Annexe 5.1
Les flux d'effectifs en 2002 - Analyse 1*

Analyse selon le statut et le sexe

ENSEMBLE
DES SOCIÉTÉS

Analyse selon le statut

Cadres Non-cadres

Analyse selon le sexe

Hommes Femmes

I - DONNEES DE BASE

	ENSEMBLE DES SOCIÉTÉS	Analyse selon le statut		Analyse selon le sexe	
		Cadres	Non-cadres	Hommes	Femmes
1 L'effectif au 31.12.2001	15 660	6 288	9 372	6 018	9 642
- Salariés titulaires d'un CDD	933	39	894	261	672
- Salariés titulaires d'un CDI	14 484	6 244	8 240	5 672	8 812
- Autres types de contrats (1)	243	5	238	85	158
2 Les entrées du 1.1.2002 au 31.12.2002	4 289	812	3 477	1 646	2 643
- Par CDD	1 697	77	1 620	575	1 122
- Par CDI	2 057	731	1 326	899	1 158
- Autres types de contrats (1)	535	4	531	172	363
3 Les sorties du 1.1.2002 au 31.12.2002	3 796	737	3 059	1 439	2 357
- Pour fin de CDD	1 643	55	1 588	563	1 080
- Pour fin de CDI	1 663	679	984	709	954
. Démission	784	308	476	338	446
. Licenciement(s) pour motif économique	92	28	64	17	75
. Licenciement(s) pour autre(s) motif(s)	253	143	110	134	119
. Mise et/ou départ en retraite ou préretraite	79	44	35	35	44
. Autres causes de fin de CDI (2)	455	156	299	185	270
- Pour fin d'autres types de contrats (1)	490	3	487	167	323
Salariés non-cadres promus cadres au cours de 2002	141	141		45	96
4 L'effectif au 31.12.2002	16 153	6 504	9 649	6 225	9 928
- Salariés titulaires d'un CDD	779	43	736	230	549
- Salariés titulaires d'un CDI	15 086	6 455	8 631	5 905	9 181
- Autres types de contrats (1)	288	6	282	90	198
Transformations de CDD en CDI au cours de 2002	208	18	190	43	165

(1) Dont, notamment, salariés titulaires d'un contrat de travail temporaire (interimaires).

(2) Décès, mutations intra-groupes (hors secteur ASF), etc.

* Données établies sur la base d'un échantillon de 91 établissements regroupant 67% de l'effectif total de la profession.

Annexe 5.2
Les flux d'effectifs en 2002 - Analyse 1 (suite)*

<i>Analyse selon le statut et le sexe</i>	ENSEMBLE DES SOCIÉTÉS	Analyse selon le statut		Analyse selon le sexe	
		Cadres	Non-cadres	Hommes	Femmes
II - ELEMENTS D'ANALYSE					
1 L'analyse structurelle					
Nombre de sociétés ayant répondu à l'enquête	209				
Nombre de sociétés n'ayant pas de personnel en propre	103				
Nombre de sociétés n'ayant que du personnel détaché (3)	15				
Nombre de sociétés ayant une part de leur personnel détaché	23				
Nombre de salariés détachés (3)	455				
Nombre de sociétés ayant du personnel en propre	91				
Effectif moyen / société au 31.12.2002	178				
Proportion d'hommes au 31.12.2001	38,4%	59,7%	24,1%		
Proportion d'hommes au 31.12.2002	38,5%	59,3%	24,5%		
Proportion de femmes au 31.12.2001	61,6%	40,3%	75,9%		
Proportion de femmes au 31.12.2002	61,5%	40,7%	75,5%		
Variation de la proportion de femmes en 2002	-0,1%	+0,4%	-0,4%		
Proportion de cadres au 31.12.2001	40,2%			62,4%	26,3%
Proportion de cadres au 31.12.2002	40,3%			61,7%	26,7%
Variation de la proportion de cadres en 2002	+0,1%			-0,7%	+0,4%
Part des non-cadres promus cadres en 2002 (% des non-C)	1,4%		1,4%	1,9%	1,3%
Taux de CDD au 31.12.2001	6,0%	0,6%	9,5%	4,3%	7,0%
Taux de CDD au 31.12.2002	4,8%	0,7%	7,6%	3,7%	5,5%
Variation du taux de CDD en 2002	-1,1%	0,0%	-1,9%	-0,6%	-1,4%
Part des CDD transformés en CDI en 2002	21,1%	29,5%	20,5%	15,8%	23,1%
2 L'analyse des flux					
Variation de l'effectif total 2002/2001	+3,1%	+3,4%	+3,0%	+3,4%	+3,0%
Variation de l'effectif CDI seul 2002/2001	+4,2%	+3,4%	+4,7%	+4,1%	+4,2%
Part des licenciements économiques (% des sorties CDI)	5,5%	4,1%	6,5%	2,4%	7,9%

(3) Salariés non soumis aux dispositions de la Convention collective des sociétés financières.

* Données établies sur la base d'un échantillon de 91 établissements regroupant 67% de l'effectif total de la profession.

Annexe 6.1
Les flux d'effectifs en 2002 - Analyse 2*

<i>Analyse selon l'effectif de la société</i>	ENSEMBLE DES SOCIÉTÉS	Analyse selon l'effectif de la société		
		Sociétés de 500 salariés et plus	Sociétés de 50 à 499 salariés	Sociétés de moins de 50 salariés
I - DONNEES DE BASE				
1 L'effectif au 31.12.2001	15 660	10 900	3 846	914
- Salariés titulaires d'un CDD	933	719	185	29
- Salariés titulaires d'un CDI	14 484	10 032	3 587	865
- Autres types de contrats (1)	243	149	74	20
2 Les entrées du 1.1.2002 au 31.12.2002	4 289	2 656	1 443	190
- Par CDD	1 697	1 238	402	57
- Par CDI	2 057	1 313	641	103
- Autres types de contrats (1)	535	105	400	30
3 Les sorties du 1.1.2002 au 31.12.2002	3 796	2 382	1 205	209
- Pour fin de CDD	1 643	1 215	370	58
- Pour fin de CDI	1 663	1 085	451	127
. Démission	784	532	213	39
. Licenciement(s) pour motif économique	92	21	53	18
. Licenciement(s) pour autre(s) motif(s)	253	120	112	21
. Mise et/ou départ en retraite ou préretraite	79	53	12	14
. Autres causes de fin de CDI (2)	455	359	61	35
- Pour fin d'autres types de contrats (1)	490	82	384	24
Salariés non-cadres promus cadres au cours de 2002	141	104	30	7
4 L'effectif au 31.12.2002	16 153	11 174	4 084	895
- Salariés titulaires d'un CDD	779	587	172	20
- Salariés titulaires d'un CDI	15 086	10 415	3 822	849
- Autres types de contrats (1)	288	172	90	26
Transformations de CDD en CDI au cours de 2002	208	155	45	8

(1) Dont, notamment, salariés titulaires d'un contrat de travail temporaire (intérimaires).

(2) Décès, mutations intra-groupes (hors secteur ASF), etc.

* Données établies sur la base d'un échantillon de 91 établissements regroupant 67% de l'effectif total de la profession.

Annexe 6.2
Les flux d'effectifs en 2002 - Analyse 2 (suite)*

Analyse selon l'effectif de la société

ENSEMBLE
DES SOCIÉTÉS

Analyse selon l'effectif de la société

Sociétés de
500 salariés
et plus

Sociétés de
50 à 499
salariés

Sociétés de
moins de 50
salariés

II - ELEMENTS D'ANALYSE

1 L'analyse structurelle

	ENSEMBLE DES SOCIÉTÉS	Sociétés de 500 salariés et plus	Sociétés de 50 à 499 salariés	Sociétés de moins de 50 salariés
Nombre de sociétés ayant répondu à l'enquête	209			
Nombre de sociétés n'ayant pas de personnel en propre	103			
Nombre de sociétés n'ayant que du personnel détaché (3)	15	0	0	15
Nombre de sociétés ayant une part de leur personnel détaché	23	4	7	12
Nombre de salariés détachés (3)	455	149	51	255
Nombre de sociétés ayant du personnel en propre	91	10	25	56
Effectif moyen / société au 31.12.2002	178	1117	163	16
Proportion d'hommes au 31.12.2001	38,4%	37,3%	40,9%	41,8%
Proportion d'hommes au 31.12.2002	38,5%	37,5%	40,7%	41,2%
Proportion de femmes au 31.12.2001	61,6%	62,7%	59,1%	58,2%
Proportion de femmes au 31.12.2002	61,5%	62,5%	59,3%	58,8%
Variation de la proportion de femmes en 2002	-0,1%	-0,2%	+0,2%	+0,6%
Proportion de cadres au 31.12.2001	40,2%	36,8%	45,9%	56,0%
Proportion de cadres au 31.12.2002	40,3%	37,3%	45,5%	55,8%
Variation de la proportion de cadres en 2002	+0,1%	+0,5%	-0,5%	-0,3%
Part des non-cadres promus cadres en 2002 (% des non-C)	1,4%	1,5%	1,3%	1,7%
Taux de CDD au 31.12.2001	6,0%	6,6%	4,8%	3,2%
Taux de CDD au 31.12.2002	4,8%	5,3%	4,2%	2,2%
Variation du taux de CDD en 2002	-1,1%	-1,3%	-0,6%	-0,9%
Part des CDD transformés en CDI en 2002	21,1%	20,9%	20,7%	28,6%

2 L'analyse des flux

Variation de l'effectif total 2002/2001	+3,1%	+2,5%	+6,2%	-2,1%
Variation de l'effectif CDI seul 2002/2001	+4,2%	+3,8%	+6,6%	-1,8%
Part des licenciements économiques (% des sorties CDI)	5,5%	1,9%	11,8%	14,2%

(3) Salariés non soumis aux dispositions de la Convention collective des sociétés financières.

* Données établies sur la base d'un échantillon de 91 établissements regroupant 67% de l'effectif total de la profession.

Annexe 7.1
Les flux d'effectifs en 2002 - Analyse 3*

<i>Analyse selon le type d'activité</i>	ENSEMBLE DES SOCIÉTÉS	Analyse selon l'activité dominante de la société						
		Financements classiques*	Crédits renouvelables	Maisons de titres et divers	Affacturage	Financement immobilier	Crédit-bail mobilier	Crédit-bail immobilier
I - DONNEES DE BASE								
1 L'effectif au 31.12.2001	15 660	4 877	4 243	1 697	2 022	1 527	1 124	170
- Salariés titulaires d'un CDD	933	385	364	32	35	63	50	4
- Salariés titulaires d'un CDI	14 484	4 413	3 791	1 657	1 961	1 457	1 042	163
- Autres types de contrats (1)	243	79	88	8	26	7	32	3
2 Les entrées du 1.1.2002 au 31.12.2002	4 289	1 792	1 294	338	324	242	271	28
- Par CDD	1 697	710	681	98	73	79	48	8
- Par CDI	2 057	725	531	234	251	143	153	20
- Autres types de contrats (1)	535	357	82	6	0	20	70	0
3 Les sorties du 1.1.2002 au 31.12.2002	3 796	1 600	1 087	239	294	274	277	25
- Pour fin de CDD	1 643	746	631	68	59	85	47	7
- Pour fin de CDI	1 663	523	412	164	213	176	160	15
. Démission	784	260	199	86	134	54	47	4
. Licenciement(s) pour motif économique	92	26	2	7	2	7	48	0
. Licenciement(s) pour autre(s) motif(s)	253	67	41	41	40	9	49	6
. Mise et/ou départ en retraite ou préretraite	79	7	1	15	3	49	3	1
. Autres causes de fin de CDI (2)	455	163	169	15	34	57	13	4
- Pour fin d'autres types de contrats (1)	490	331	44	7	22	13	70	3
Salariés non-cadres promus cadres au cours de 2002	141	29	70	19	17	0	1	5
4 L'effectif au 31.12.2002	16 153	5 069	4 450	1 796	2 052	1 495	1 118	173
- Salariés titulaires d'un CDD	779	310	283	48	49	52	33	4
- Salariés titulaires d'un CDI	15 086	4 654	4 041	1 741	1 999	1 429	1 053	169
- Autres types de contrats (1)	288	105	126	7	4	14	32	0
Transformations de CDD en CDI au cours de 2002	208	39	131	14	0	5	18	1

* Financement classique de l'équipement des ménages (automobile et équipement du foyer) et des entreprises (véhicules utilitaires et industriels et autres matériels d'équipement).

(1) Dont, notamment, salariés titulaires d'un contrat de travail temporaire (intérimaires).

(2) Décès, mutations intra-groupes (hors secteur ASF), etc.

* Données établies sur la base d'un échantillon de 91 établissements regroupant 67% de l'effectif total de la profession.

Annexe 7.2
Les flux d'effectifs en 2002 - Analyse 3 (suite)*

<i>Analyse selon le type d'activité</i>	ENSEMBLE DES SOCIÉTÉS	Analyse selon l'activité dominante de la société						
		Financements classiques*	Crédits renouvelables	Maisons de titres et divers	Affacturage	Financement immobilier	Crédit-bail mobilier	Crédit-bail immobilier
II - ELEMENTS D'ANALYSE								
1 L'analyse structurelle								
Nombre de sociétés ayant répondu à l'enquête	209	27	4	58	9	23	32	56
Nombre de sociétés n'ayant pas de personnel en propre	103	11	0	26	1	9	14	42
<i>Nombre de sociétés n'ayant que du personnel détaché (3)</i>	15	0	1	2	0	3	5	4
<i>Nombre de sociétés ayant une part de leur personnel détaché</i>	23	4	0	3	3	3	7	3
<i>Nombre de salariés détachés (3)</i>	455	74	25	117	33	64	84	58
Nombre de sociétés ayant du personnel en propre	91	16	3	30	8	11	13	10
Effectif moyen / société au 31.12.2002	178	188	1113	31	228	65	35	3
Proportion d'hommes au 31.12.2001	38,4%	42,3%	30,0%	49,7%	40,9%	33,5%	38,6%	37,6%
Proportion d'hommes au 31.12.2002	38,5%	42,0%	30,9%	49,7%	40,6%	33,2%	38,7%	37,0%
Proportion de femmes au 31.12.2001	61,6%	57,7%	70,0%	50,3%	59,1%	66,5%	61,4%	62,4%
Proportion de femmes au 31.12.2002	61,5%	58,0%	69,1%	50,3%	59,4%	66,8%	61,3%	63,0%
Variation de la proportion de femmes en 2002	-0,1%	+0,3%	-0,9%	0,0%	+0,3%	+0,3%	-0,1%	+0,7%
Proportion de cadres au 31.12.2001	40,2%	41,6%	27,8%	57,8%	34,9%	44,1%	55,5%	56,5%
Proportion de cadres au 31.12.2002	40,3%	41,1%	28,9%	59,3%	35,2%	41,7%	55,7%	58,4%
Variation de la proportion de cadres en 2002	+0,1%	-0,5%	+1,1%	+1,5%	+0,3%	-2,4%	+0,2%	1,9%
Part des non-cadres promus cadres en 2002 (% des non-C)	1,4%	1,0%	2,2%	2,5%	1,3%	0,0%	0,9%	6,5%
Taux de CDD au 31.12.2001	6,0%	7,9%	8,6%	1,9%	1,7%	4,1%	4,4%	2,4%
Taux de CDD au 31.12.2002	4,8%	6,1%	6,4%	2,7%	2,4%	3,5%	3,0%	2,3%
Variation du taux de CDD en 2002	-1,1%	-1,8%	-2,2%	+0,8%	0,7%	-0,6%	-1,5%	+0,0%
Part des CDD transformés en CDI en 2002	21,1%	11,2%	31,6%	22,6%	0,0%	8,8%	35,3%	20,0%
2 L'analyse des flux								
Variation de l'effectif total 2002/2001	+3,1%	+3,9%	+4,9%	+5,8%	+1,5%	-2,1%	-0,5%	+1,8%
Variation de l'effectif CDI seul 2002/2001	+4,2%	+5,5%	+6,6%	+5,1%	+1,9%	-1,9%	+1,1%	+3,7%
Part des licenciements économiques (% des sorties CDI)	5,5%	5,0%	0,5%	4,3%	0,9%	4,0%	30,0%	0,0%

* Financement classique de l'équipement des ménages (automobile et équipement du foyer) et des entreprises (véhicules utilitaires et industriels et autres matériels d'équipement).

(3) Salariés non soumis aux dispositions de la Convention collective des sociétés financières.

* Données établies sur la base d'un échantillon de 91 établissements regroupant 67% de l'effectif total de la profession.

Annexe 8-1
La formation professionnelle continue en 2002 - Analyse 1*

Analyse selon l'importance des effectifs

	ENSEMBLE DES SOCIÉTÉS		Sociétés de 500 salariés et plus		Sociétés de 50 à 499 salariés		Sociétés de moins de 50 salariés	
	En 2002	Δ 2002/2001	En 2002	Δ 2002/2001	En 2002	Δ 2002/2001	En 2002	Δ 2002/2001
A - L'EFFORT DE FORMATION								
. Les moyens financiers de la formation								
. Dépenses de formation en % de la masse salariale	3,90%	-0,23	4,19%	-0,31	3,53%	-0,14	1,73%	+0,01
. Les bénéficiaires de la formation								
. Effectif total au 31 décembre	15 002	+2,9%	11 160	+3,0%	3 293	+4,0%	549	-4,9%
. Nombre de stagiaires	10 604	-1,6%	8 203	-0,3%	2 144	-4,6%	257	-14,0%
. Qui suit des stages ?								
. Total des stagiaires en % de l'effectif total	70,7%	-3,2	73,5%	-2,5	65,1%	-5,9	46,8%	-5,0
Analyse selon le sexe								
. Stagiaires hommes en % de l'effectif hommes	71,1%	-1,3	74,2%	-0,7	67,1%	-2,1	39,7%	-9,5
. Stagiaires hommes cadres en % de l'effectif hommes cadres	68,4%	-1,9	72,0%	+0,8	64,6%	-8,1	41,1%	-9,1
. Stagiaires hommes non-cadres en % de l'effectif hommes non-cadres	75,5%	-0,2	77,3%	-2,8	72,6%	+11,2	33,3%	-10,9
. Stagiaires femmes en % de l'effectif femmes	70,4%	-4,5	73,1%	-3,5	63,8%	-8,5	52,3%	-1,6
. Stagiaires femmes cadres en % de l'effectif femmes cadres	72,7%	-2,3	73,2%	-0,8	73,7%	-7,0	61,9%	0,0
. Stagiaires femmes non-cadres en % de l'effectif femmes non-cadres	69,6%	-5,3	73,1%	-4,4	59,4%	-8,8	43,6%	-2,9
Analyse selon la qualification								
. Stagiaires cadres en % de l'effectif cadres	70,1%	-2,1	72,5%	+0,2	68,1%	-7,8	50,0%	-5,2
. Stagiaires non-cadres en % de l'effectif non-cadres	71,1%	-4,0	74,1%	-4,0	62,5%	-4,1	41,5%	-4,5
. Comment se composent les stagiaires ? (pour 100 stagiaires)								
Analyse selon le sexe								
. Stagiaires hommes	38,7%	+1,2	38,0%	+1,1	41,9%	+2,3	37,0%	-4,5
. Stagiaires hommes cadres	23,2%	+0,5	21,7%	+1,1	27,8%	-0,8	31,5%	-3,6
. Stagiaires hommes non-cadres	15,5%	+0,6	16,2%	-0,1	14,1%	+3,1	5,4%	-0,9
. Stagiaires femmes	61,3%	-1,2	62,0%	-1,1	58,1%	-2,3	63,0%	+4,5
. Stagiaires femmes cadres	16,8%	+0,2	15,3%	+0,6	20,4%	-1,2	35,4%	+3,3
. Stagiaires femmes non-cadres	44,5%	-1,3	46,7%	-1,6	37,7%	-1,1	27,6%	+1,2
Analyse selon la qualification								
. Stagiaires cadres	40,0%	+0,7	37,0%	+1,7	48,2%	-2,0	66,9%	-0,3
. Stagiaires non-cadres	60,0%	-0,7	63,0%	-1,7	51,8%	+2,0	33,1%	+0,3
B - LE CONTENU ET LA REALISATION DE LA FORMATION								
. Composition des stages (en % du total d'heures-stagiaires)								
. Total (heures-stagiaires)	331 316	-7,0%	256 992	-7,3%	66 570	-8,4%	7 755	+18,0%
. Informatique et bureautique	12,4%	-10,9	12,8%	-7,6	10,4%	-23,7	15,7%	-10,4
. Formations directement liées à l'activité de la société	46,5%	+3,9	46,8%	+1,5	47,7%	+13,9	25,9%	+0,4
. Formation générale comptable, économique, fiscale et juridique	8,2%	+3,4	6,3%	+3,3	14,4%	+3,9	16,3%	+1,4
. Autres formations générales (1)	23,5%	+2,9	22,9%	+1,9	23,7%	+5,4	42,0%	+15,2
. Divers	9,5%	+0,7	11,2%	+1,0	3,8%	+0,5	0,2%	-6,6
. Nombre total de stages correspondant	22 307	+0,2	18 431	-31,3%	3 434	+0,4	442	-15,5%
. Durée moyenne des stages (en heures)	14,85	+0,2	13,94	+0,4	19,39	-35,7%	17,55	+0,4

(1) Expression, communication, langues vivantes ...

* Données établies sur la base d'un échantillon de 60 établissements regroupant 62% de l'effectif total de la profession.

Annexe 8-2
La formation professionnelle continue en 2002 - Analyse 2*

<i>Analyse selon le type d'activité exercé</i>	ENSEMBLE DES SOCIETES		Financement de l'équipement		Financement de l'immobilier		Affacturage		Maisons de titres et divers		Crédits renouvelables	
	En 2002	Δ 2002/2001	En 2002	Δ 2002/2001	En 2002	Δ 2002/2001	En 2002	Δ 2002/2001	En 2002	Δ 2002/2001	En 2002	Δ 2002/2001
A - L'EFFORT DE FORMATION												
. Les moyens financiers de la formation												
. Dépenses de formation en % de la masse salariale	3,90%	-0,23	4,26%	-0,12	5,11%	+0,22	2,05%	+0,17	1,71%	-0,17	5,59%	-0,72
. Les bénéficiaires de la formation												
. Effectif total au 31 décembre	15 002	+2,9%	5 713	+1,6%	1 526	-2,0%	2 114	+5,2%	1 288	+6,6%	4 361	+4,4%
. Nombre de stagiaires	10 604	-1,6%	3 542	-8,0%	1 046	-18,0%	1 653	+38,4%	662	+13,0%	3 701	-4,3%
. Qui suit des stages ?												
. Total des stagiaires en % de l'effectif total	70,7%	-3,2	62,0%	-6,5	68,5%	-13,3	78,2%	+18,8	51,4%	+2,9	84,9%	-7,8
Analyse selon le sexe												
. Stagiaires hommes en % de l'effectif hommes	71,1%	-1,3	66,4%	-3,5	69,5%	-13,9	77,2%	+14,4	47,6%	+3,4	87,5%	-4,9
. Stagiaires hommes cadres en % de l'effectif hommes cadres	68,4%	-1,9	66,8%	-5,4	72,8%	-9,7	75,2%	+12,0	39,6%	-3,9	87,7%	+3,3
. Stagiaires hommes non-cadres en % de l'effectif hommes non-cadres	75,5%	-0,2	65,5%	+0,3	61,8%	-23,5	79,7%	+17,4	75,5%	+29,0	87,4%	-12,1
. Stagiaires femmes en % de l'effectif femmes	70,4%	-4,5	58,9%	-8,6	68,1%	-13,1	78,8%	+21,8	55,4%	+2,4	83,7%	-9,1
. Stagiaires femmes cadres en % de l'effectif femmes cadres	72,7%	-2,3	72,2%	-2,7	75,3%	-7,6	75,5%	+3,7	48,6%	-3,7	81,5%	+0,4
. Stagiaires femmes non-cadres en % de l'effectif femmes non-cadres	69,6%	-5,3	53,5%	-10,8	64,7%	-15,5	79,8%	+26,8	60,9%	+7,3	84,2%	-11,5
Analyse selon la qualification												
. Stagiaires cadres en % de l'effectif cadres	70,1%	-2,1	68,8%	-4,4	74,0%	-8,8	75,3%	+9,0	42,7%	-3,7	84,6%	+1,9
. Stagiaires non-cadres en % de l'effectif non-cadres	71,1%	-4,0	56,5%	-8,1	64,2%	-17,0	79,8%	+24,2	65,3%	+13,7	85,0%	-11,6
. Comment se composent les stagiaires ? (pour 100 stagiaires)												
Analyse selon le sexe												
. Stagiaires hommes	38,7%	+1,2	44,6%	+1,9	34,6%	-0,3	40,0%	-3,4	47,4%	+1,0	32,1%	+2,0
. Stagiaires hommes cadres	23,2%	+0,5	30,2%	+0,7	25,3%	+0,5	21,5%	-3,0	30,7%	-4,3	15,4%	+2,6
. Stagiaires hommes non-cadres	15,5%	+0,6	14,5%	+1,2	9,3%	-0,8	18,6%	-0,4	16,8%	+5,3	16,7%	-0,6
. Stagiaires femmes	61,3%	-1,2	55,4%	-1,9	65,4%	+0,3	60,0%	+3,4	52,6%	-1,0	67,9%	-2,0
. Stagiaires femmes cadres	16,8%	+0,2	19,4%	+0,8	22,8%	+0,6	12,5%	-2,9	20,5%	-1,5	13,9%	+1,5
. Stagiaires femmes non-cadres	44,5%	-1,3	35,9%	-2,7	42,6%	-0,3	47,4%	+6,3	32,0%	+0,5	54,0%	-3,4
Analyse selon la qualification												
. Stagiaires cadres	40,0%	+0,7	49,6%	+1,5	48,1%	+1,1	34,0%	-5,9	51,2%	-5,8	29,3%	+4,1
. Stagiaires non-cadres	60,0%	-0,7	50,4%	-1,5	51,9%	-1,1	66,0%	+5,9	48,8%	+5,8	70,7%	-4,1
B - LE CONTENU ET LA REALISATION DE LA FORMATION												
. Composition des stages (en % du total d'heures-stagiaires)												
. Total (heures-stagiaires)	331 316	-7,0%	118 125	-19,9%	45 662	2,0%	27 609	12,5%	16 968	+8,7%	122 953	-0,9%
. Informatique et bureautique	12,4%	-10,9	14,9%	-17,1	7,0%	-4,7	18,9%	-0,3	17,6%	-11,8	9,8%	-7,4
. Formations directement liées à l'activité de la société	46,5%	+3,9	36,7%	+5,6	60,2%	-1,2	32,2%	-7,8	36,7%	+2,1	55,3%	+4,4
. Formation générale comptable, économique, fiscale et juridique	8,2%	+3,4	9,5%	+3,0	11,9%	+8,0	17,0%	+6,3	12,7%	+8,3	2,9%	+1,1
. Autres formations générales (1)	23,5%	+2,9	35,5%	+14,1	18,8%	-3,2	22,9%	-5,2	27,6%	+2,1	13,2%	-3,6
. Divers	9,5%	+0,7	3,3%	-5,5	2,1%	+1,2	9,1%	+6,9	5,5%	-0,7	18,8%	+5,6
. Nombre total de stages correspondant	22 307	-25,1%	7 113	+6,3%	1 850	-31,5%	1 987	-20,1%	855	+28,4%	10 502	-39,1%
. Durée moyenne des stages (en heures)	14,85	+24,1%	16,61	-24,6%	24,68	+48,9%	13,89	+40,8%	19,85	-15,3%	11,71	+62,7%

(1) Expression, communication, langues vivantes ...

* Données établies sur la base d'un échantillon de 60 établissements regroupant 62% de l'effectif total de la profession.